



HAL
open science

THÉORIES EXPLICATIVES DU SOUS-DÉVELOPPEMENT DE LA RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO

Bulonza Zabangire

► **To cite this version:**

Bulonza Zabangire. THÉORIES EXPLICATIVES DU SOUS-DÉVELOPPEMENT DE LA RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO. Revue. Palais de la découverte (Paris, France), A paraître. hal-04453841

HAL Id: hal-04453841

<https://hal.science/hal-04453841>

Submitted on 12 Feb 2024

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Open licence - etalab



**THÉORIES EXPLICATIVES DU SOUS-DÉVELOPPEMENT DE
LA RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO**



BULONZA ZABANGIRE ALDRIN

Table des matières

Table des matières.....	I
SIGLES ET ABREVIATIONS	III
INTRODUCTION.....	1
CHAPITRE I : GENERALITE SUR LE DÉVELOPPEMENT	4
I.1 Définition du sous-développement	4
1.2 Les causes du sous-développement.....	6
1.2.1 Causes économiques	7
1.2.2 Les causes non économiques	9
1.3 Les problèmes des pays sous-développés	12
1.4 MESURE DU SOUS-DÉVELOPPEMENT	16
1.4.1 La mesure par le PNB/habitant	16
1.4.1 La mesure par les indicateurs de développement.....	16
2. LE DEVELOPPEMENT	18
2.1 Définition	18
2.2 Les modèles de développement	19
2.3 Les modèles de développement et le Tiers-Monde.....	23
Chapitre II. LES FACTEURS EXPLICATIFS DU SOUS-DÉVELOPPEMENT DE LA RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO	26
II.1. Présentation.....	26
II.2 Facteurs du sous-développement de la RDC.....	27
II.2.1 La colonisation	27
II.2.2. La mauvaise gouvernance	28
II.2.3 La guerre	30
II.2.4 Le tribalisme.....	31

II.2.5 La non intervention de l'État dans le secteur primaire	32
II.2.6 L'absence d'infrastructures	34
II.2.7 Le chômage	37
II.2.8 La corruption	39
Chapitre III SOLUTIONS AU SOUS-DÉVELOPPEMENT DE LA RDC	42
III.1 LES STRATÉGIES D'INDUSTRIALISATION	42
III.1.1 Les fondements des stratégies d'industrialisation.....	42
III.1.2 Le développement autocentré	43
III.1.3 Le développement extraverti.....	45
III.2 LE TOURNANT LIBÉRAL DES MODÈLES DE DÉVELOPPEMENT	46
III.2.1 Les origines: la « crise de la dette »	46
III.2.2 Les politiques d'ajustement structurel des institutions internationales.....	47
III.3 VERS UN NOUVEAU PARADIGME DU DÉVELOPPEMENT	48
III.3.1 Le rôle des institutions	48
III.3.2 Un développement des libertés	49
III.3.3 Un nouveau partenariat international.....	50
III.3.4 Solutions relatives aux effets explicatifs du sous-développement de la RDC	51
Conclusion	57
Bibliographie	61

SIGLES ET ABREVIATIONS

APD:	Aide Publique au Développement
BIRD:	Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement
CNUCED :	Conférence de Nations Unies sur le Commerce et le Développement
EAC :	Communauté d’Afrique de l’Est
FC:	Francs Congolais
FMI:	Fonds Monétaire International
IDH:	Indice de Développement Humain
ISI:	Industrialisation par substitution aux importations
MONUSCO:	Mission de l’Organisation des Nations Unies pour la Stabilisation en RDC
OMC:	Organisation Mondiale de Commerce
ONG:	Organisation non gouvernementale
NPIA :	Nouveaux pays industrialisés asiatiques
ONU :	Organisations des Nations Unies
OPEP:	Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole
PAS :	Politique d’ajustement structurel
PE :	Promotion des exportations
PED:	Pays en développement
PIB:	Produit Intérieur Brut
PMA:	Pays moins avancés
PNB:	Produit National Brut
PNUD:	Programme des Nations Unies pour le Développement
PPA:	Parité de Pouvoir d’Achat
RDC:	République Démocratique du Congo
RNB:	Revenu National Brut
UNESCO:	Organisation des Nations Unies pour l’Education, la Science et la Culture
\$:	Dollar

INTRODUCTION

Avant l'époque coloniale il n'existait pas de dénomination pour différencier les pays du monde comme c'est le cas aujourd'hui où les pays riches sont dénommés "pays développés" et les pays pauvres sont classés comme des pays sous-développés, pays du tier-monde, pays en voie de développement.

Le terme « pays sous-développé » a été utilisé pour la première fois par le président américain *Harry Truman* en 1949, lors de son discours sur l'état de l'Union. Il y justifie l'aide que doivent apporter les pays riches aux pays pauvres afin de contrer la montée du communisme. C'est donc dans un contexte de guerre froide que se forge le débat sur les appellations des pays les plus pauvres (Philippe, 2008).

Par la suite, plusieurs dénominations vont se succéder. En 1952, le démographe et économiste français *Alfred Sauvy* utilise la notion de « tiers-monde » pour qualifier les pays sous-développés. En faisant référence au tiers état de l'ancien régime, il entend dénoncer la marginalité dans laquelle se trouve ce troisième monde à côté des deux blocs en conflit et annoncer son émergence imminente en force politique mondiale: « Car enfin ce tiers-monde ignoré, exploité, méprisé comme le tiers état, veut, lui aussi, quelque chose ». C'est l'époque où les pays pauvres s'allient dans un but commun: dénoncer la logique des blocs et revendiquer leur voix dans le concert mondial des nations.

Les pays sous-développés sont les plus pauvres du monde. Leur existence rappelle à tous que les richesses ne sont pas redistribuées de façon équitable dans le monde.

Aujourd'hui les pays sous-développés le sont encore à cause de la colonisation exercée par les différentes puissances européennes, auxquelles se sont greffés les États-Unis, durant près de cinq siècles sur certains pays du Sud. La domination d'immenses territoires et de populations entières a permis aux pays colonisateurs et aux États-Unis de piller de multiples richesses naturelles et humaines au sein de « leurs » colonies. Grâce à ces atouts, ces pays se sont industrialisés au cours du XIX siècle, en plus de jeter les bases de la société de consommation dans laquelle nous vivons aujourd'hui (In-Terre-Actif, 2011).

Malgré l'accession à l'indépendance des pays colonisés (phénomène appelé « décolonisation »), cette situation de domination est restée inchangée parce que les richesses sont demeurées concentrées entre les mains des grandes puissances, par le biais des entreprises étrangères qui s'y sont installées.

Aujourd'hui, l'économie de plusieurs pays du Sud repose essentiellement sur l'exploitation de monoculture, d'exportation comme par exemple : les palmiers à huile, l'arachide et le coton en Afrique de l'Ouest, la banane, le sucre ou le café,... L'implantation de ce système, consistant en l'exploitation d'une seule ressource sur un territoire donné, provient de la période coloniale où les Européens et les Américains développèrent presque exclusivement la culture des produits dont ils avaient besoin et qu'ils jugeaient économiquement rentables. Le problème avec les monocultures, c'est que la survie économique des pays qui la pratiquent dépend donc de l'exportation de quelques matières premières en particulier, dont les prix sont fixés dans les grandes institutions financières des pays riches et peuvent changer à tout moment.

L'endettement des pays du Tiers-Monde constitue un autre facteur pouvant expliquer leur sous-développement. Cette dette fut contractée dans les années 1960 et 1970, alors que de grandes banques européennes ont octroyé des prêts à faible taux d'intérêt pour permettre aux pays sous-développés de résoudre leurs problèmes. Cependant, au début des années 1980, les taux d'intérêt grimpèrent sauvagement et provoquèrent la crise de la dette des pays emprunteurs (In-Terre-Atif, 2011).

Le sous-développement est dans tous les continents du monde ce qui est sûr mais aujourd'hui quand on veut parler de son champ d'existence on voit directement l'Afrique car c'est le continent le plus frappé.

La République Démocratique du Congo n'étant pas épargnée de la liste des pays africains est sans doute l'un des pays sous-développés d'Afrique et du monde. Pays riche en ressources naturelles mais comme bien d'autres pays d'Afrique, l'endettement colonial, les guerres instaurées par les pays voisins de la RDC en complicité avec les pays occidentaux et/ ou à des néocolonialismes (sous l'utilisation de certains congolais corrompus) dans le but de leur développement en pillant ses ressources naturelles et donc en déstabilisant son économie, la

mauvaise gouvernance,... le maintiennent dans le sous-développement alors qu'il devrait déjà être développé avec les richesses que contiennent son sol et son sous-sol.

Des nombreuses études ont été faites et continuent d'être faites pour ressortir ce pays du sous-développement; étant donné qu'on a l'idée de ce qui le traîne dans ce phénomène, on finira par trouver solution à ça. On s'interroge beaucoup plus sur les alternatives possibles de développement en oubliant souvent que le développement d'un pays passe le plus souvent par des mécanismes structurels qui, en réalité, restent les mêmes partout mais dans la forme peuvent varier d'un système à l'autre. La formule qui convient le mieux n'est pas toujours dictée à partir des critères éprouvés ailleurs ni par des théories élaborées dans les laboratoires intellectuels.

Pour le moins évident que cela pourrait paraître, la perspective d'une autonomie économique de la République Démocratique du Congo semble relevée de l'auto-développement. Dans cet angle de vision, se retrouvent la prise en charge du pays (de l'Etat) par lui-même et une adéquation entre les ressources disponibles et la volonté de sortir de cette situation qualifiée de sous-développement. Il n'en demeure pas moins que cette démarche ne soit pas toujours facile pour un pays sous-développé qui, trop longtemps déjà, a évolué dans un système à retardement et dans un enlisement de misère chronique.

Force est de constater que cette difficulté de sortir des labyrinthes du sous-développement trouve son origine dans les racines même du pays qui en est victime. En effet, les causes du sous-développement étant reconnues, on doit continuer à rechercher d'autres au pays car celles d'hier ne sont pas nécessairement celles d'aujourd'hui et peut-être celles de demain seront très différentes de celles déjà connues et donc les efforts pour combattre le sous-développement doivent relever en majeure partie des nationaux. L'engagement des acteurs de développement dans des organismes ou des associations collectives devrait être un instrument capable de résoudre les problèmes causés par cet état de fait.

CHAPITRE I : GENERALITE SUR LE DÉVELOPPEMENT

Ce chapitre se subdivise en 2 sections (points), la première section porte sur le sous-développement et la deuxième sur le développement.

I.1 Définition du sous-développement

Des nombreux ouvrages ont été produits pour essayer d'expliquer, décrire et de cerner le concept du sous-développement. Malgré le nombre de doctrinaires et de théoriciens qui se sont penchés sur ce concept, en dépit de l'effort intellectuel énormément déployé, les propositions ne semblent pas répondre tout à fait aux attentes de l'esprit.

Pour avoir l'idée de la signification du sous-développement, inspirons-nous tout au départ de la thèse néoclassique et celle des marxistes. Pour les néoclassiques¹ selon *Serge Latouche*, le sous-développement est considéré comme un retard qui résulte d'une mauvaise politique économique. Pour eux, le sous-développement est une pure hérésie, une absence de développement. Les peuples sont responsables de leur bien-être, ils ne peuvent reposer la précarité de leur situation sur des facteurs externes et les possibilités de développement sont aussi présentes chez eux que chez d'autres. L'exemple le plus frappant est celui des nouveaux pays industrialisés du Sud-Est asiatique qui s'ouvrent sur l'extérieur, ce qui laisse penser que les entraves au commerce Nord-Sud pourraient être une explication au retard qu'affiche le Tiers-monde (Anix, 2000).

Le sous-développement est souvent pris comme une absence de développement. Les pays sous-développés sont vus sous les dominantes telles que: taux de chômage excessif, analphabétisme élevé, technologie désuète, manque d'entrepreneurship et déséquilibre entre l'épargne et l'investissement alors que de telles constatations, selon Henri Janne, ne peuvent être maintenues comme générales, aussi dit-il:

Le sous-développement est une notion, ou plutôt un problème qui naît de l'interaction de sociétés situées à des niveaux techniques différents, dans un monde où l'équipement technique des collectivités est au premier plan des préoccupations depuis la révolution industrielle (Henri Janne

¹ S. LATOUCHE. *Faut-il refuser le développement ?* Ed. puf, 1986, p.72

& Al., 1966). Ainsi se trouve mise en lumière l'erreur de base de la recherche des critères caractéristiques du sous-développement, erreur qui consiste à considérer celui-ci comme un état objectif propre à certaines sociétés.

Quant à Cardoso et Faletto, ils abordent le sous-développement sous l'angle national quand ils affirment que:

Le sous-développement national exprime une situation de subordination économique objective envers d'autres nations et des tentatives politiques partielles pour défendre les intérêts nationaux faites par l'État et les mouvements sociaux qui tentent de préserver l'autonomie politique. Les composantes idéologiques jouent un certain rôle dans la manière dont sont rationalisées les possibilités de vie d'un État-Nation soumis aux intérêts et aux pressions étrangères².

La thèse marxiste, rapportée par *Serge Latouche*, affirme que le sous-développement est un retard provoqué par l'impérialisme. Il y a toujours un centre qui se développe encore plus et une périphérie qui s'enlise dans la pauvreté. *Lénine* relate que «en régime capitaliste, le développement égal des différentes économies et des différents États est impossible. L'inégalité du développement économique et politique est une loi absolue du capitalisme» (Anix, 2000).

Pour Zantman, il considère le phénomène de sous-développement comme un paquet d'attitudes et de rapports entretenus à divers niveaux dans une société. Il aborde la question sous divers aspects comme l'économique, le social, la technologie, le culturel et l'éducatif. Pour lui, le sous-développement est avant tout un ensemble de structures (déséquilibres entre les différents secteurs économiques, oppositions ethniques, clivages sociaux entretenus par l'ampleur des inégalités de patrimoine, de revenu, de pouvoir, d'éducation, dépendance commerciale, financière, technologique et culturelle vis à vis de l'extérieur, mentalités «archaïques» vis à vis du progrès technique, ou des rapports entre les sexes...)³.

Dans notre étude, le sous-développement est donc défini selon deux grandes types de pensées explicatives par d'autres courants comme les structuralistes. D'un côté, il y a les économistes de tendance libérale qui l'ont vu comme un retard de développement. Ils appuient leurs thèses sur

² F.H Cardoso, Faletto. Dépendance et développement en Amérique latine, Ed. Calmann-Levy, 1970, p.12

³ A. ZANTMAN. Les Tiers-Monde à l'épreuve des faits, Ed. Hattier, 1990, p.11.

l'étude de Rostow pour qui, le développement est un processus historique. Dans cette perspective, la manière pour les pays en difficulté de développement de passer ce cap, est de s'ouvrir au monde par le jeu du libre échange, de limiter l'intervention de l'État d'où le libéralisme économique. D'un autre côté, les économistes radicaux, marxistes le considèrent comme étant le résultat d'une dépendance par rapport aux pays développés. Cette théorie veut que le développement des autres pays soit la cause du sous-développement des pays du Tiers-Monde. De ce point de vue, la détérioration des termes de l'échange a occasionné le pillage des ressources, la colonisation de ces pays.

À la lumière de ces théories sur les inégalités de développement constatées parmi les nations, il convient donc de situer les causes du sous-développement.

1.2 Les causes du sous-développement

Les pays sous-développés (pays du tiers-monde) constituent un groupe très disparate, cette hétérogénéité s'explique par les niveaux différents de développement d'un pays à l'autre. Certaines régions d'Asie et d'Afrique connaissent un démarrage économique, quelques pays arabes accusent un revenu relativement élevé tandis que d'autres piétinent encore dans les affres du sous-développement chronique. Cette constatation nous amène à comprendre que le sous-développement ne présente pas une ossature linéaire en matière de développement. Quoique ayant des caractéristiques pareilles, l'ensemble des pays sous-développés se différencie à plusieurs égards. Aussi la Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement (BIRD), organisme rattaché à la Banque mondiale fait-elle une classification de ces pays par groupes semblables selon deux critères soit le PNB et leur appartenance à l'un des cinq sous-ensembles suivants:

1. *Pays à faible revenue;*
2. *Pays à revenu intermédiaire;*
3. *Pays en développement exportateurs de pétrole et disposant de revenu élevé;*
4. *Pays industriels à économie de marché;*
5. *Pays non déclarants.*

S'agissant des causes du sous-développement, on distingue habituellement selon *Jacques Brasseul* 2 types de causes: les causes proprement économiques et les causes non économiques.

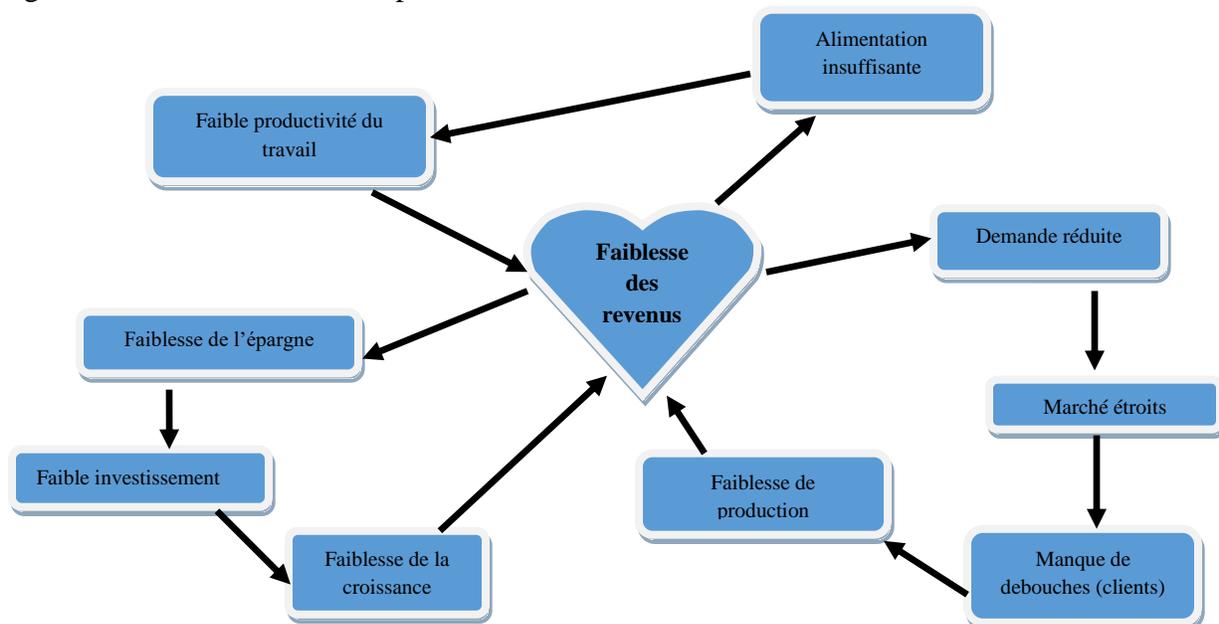
1.2.1 Causes économiques

❖ *La théorie des cercles vicieux*

Parmi les causes économiques du sous-développement, *Brasseul* fait état de la théorie des cercles vicieux c'est-à-dire la pauvreté auto entretenue. Cette théorie dite développementaliste prend naissance avec *Ragna Nurkse* en 1953 qui avance que le sous-développement s'entretient de lui-même. Son approche est plutôt schématisée quand il soutient que les pays du Tiers-Monde se trouvent disposés dans trois cercles classiques d'auto entretien.

A travers son schéma, il montre que les pays sous-développés, en raison de la faiblesse de la demande interne liée aux faibles revenus, sont dans l'incapacité de lancer des projets d'investissement rentables et capables de déclencher le processus de développement. Du côté de l'offre, la faible capacité d'épargne décourage l'investissement et par conséquent la production. La faiblesse de la production induit la faiblesse des revenus et donc de l'épargne, ainsi le cercle est fermé.

Figure 1: Cercles vicieux de la pauvreté



Source: (Ragnar, 1953)

❖ *L'inégalité des échanges et l'impérialisme*

Dans la vision des structuralistes rangés du côté des développementalistes, le sous-développement trouve son origine dans l'inégalité des échanges. Pour eux, c'est le déséquilibre dans les termes de l'échange qui développe l'un et appauvrit l'autre. Cette théorie de l'échange inégal c'est une théorie de *Arghiri Emmanuel* (1911-2001) un économiste grec d'inspiration marxiste. Dans sa théorie, il montre que le commerce international est un processus d'exploitation des pays pauvres par les pays riches, en ce sens que les pays en développement exportent des biens demandant plus d'heures de travail à des prix plus bas, tandis que les pays développés exportent des biens incorporant peu d'heures de travail à des prix très élevés, d'où la dégradation des termes de l'échange des pays en développement, l'instabilité de leurs recettes d'exportation et par conséquent leur appauvrissement (Mohamed , 2019).

Samir Amin (1931-2018) à travers les rapports centre-périphérie montre que le niveau inégal du développement s'explique par une intégration défavorable à l'économie mondiale; les pays du centre bénéficient du commerce mondial en produisant des produits de forte valeur ajoutée contrairement aux pays de la périphérie. Le fonctionnement des économies de la périphérie est orienté en fonction des besoins du centre. C'est ainsi qu'elles constituent des marchés pour les produits finis du centre, une source de matières premières et de main d'œuvre à bas prix et un champ d'investissement pour les capitaux du centre.

❖ *Retard économique*

Les adeptes de cette école de pensée abordent les causes du sous-développement sous l'angle d'un retard économique du à la non diffusion des progrès de la révolution industrielle. Leur raisonnement s'appuie sur le fait que le développement est un phénomène lent qui peut mettre des décennies avant d'implanter dans un pays. C'est ainsi que *Rostow* parle des cinq étapes de la croissance pour rattraper ce retard économique entre autres: *la société traditionnelle, la transition (conditions au préalable au décollage), démarrage, maturité et ère de consommation de masse*.

Dans sa conférence, Solange Vincent parle plutôt de l'appauvrissement des pays sous-développés (pays du tiers-monde) en lieu et place des causes du sous-développement. D'après elle, cet appauvrissement est causé par trois facteurs économiques qui sont:

1) *L'endettement, ajustement structurel du Fonds monétaire international, méga projets et Banque mondiale.*

2) *L'échange inégal, chute des prix des matières premières, hausse des prix des produits importés, emprise des sociétés transnationales.*

3) *La militarisation, interventions militaires du Nord contre le Sud, ventes d'armes au Tiers-monde, essai d'armes dans le Sud et sur les territoires autochtones du Nord, guerres frontalières du Sud alimentées par le Nord.*

Elle continue pour dire que l'endettement, l'échange inégal et la militarisation du Tiers-monde ne sont pas le fruit du hasard. Ils font partie d'un plan bien défini des grandes firmes de l'industrie, des services et de la finance qui organisent tout à propos de l'économie mondiale. Ils décident sur l'orientation de la vie des gens à divers niveaux, ce que le sociologue *Samuel Hunting* appelle: **le triage** (Anix, 2000).

1.2.2 Les causes non économiques

Plusieurs auteurs et chercheurs ont avancé diverses causes du sous-développement liées non directement à l'économie. Dans l'ensemble, ils questionnent certains facteurs naturels, historiques, politiques, culturels et coloniaux. L'une des figures qui a mené une étude sur ces aspects est *Bernard Bret* dont le texte est très instructif. Nous prenons référence à son étude pour dégager les causes profondes du sous-développement.

Dans son étude il fait un survol des facteurs susceptibles d'expliquer le sous-développement des pays du Sud. Il souligne les trois grandes causes probables du sous-développement comme la position géographique, le retard historique et la colonisation. Il apporte une explication au sous-développement par une analyse assez cohérente et se demande si la cause du sous-développement ne se trouve pas dans la colonisation que ces pays ont subie?

Dans son ouvrage sur le Tiers-Monde et plus précisément dans le chapitre intitulé «Comment expliquer le sous-développement », l'auteur montre que les théories traditionnelles du sous-développement ne tiennent pas tout à fait. L'une des théories de Montesquieu dans "l'esprit des

lois" avance que le milieu naturel serait responsable des conditions humaines. Cette approche est soutenue par la probable corrélation existant entre la position géographique des pays et leur niveau de pauvreté ou de richesse. Ce déterminisme physique est réfuté par l'auteur qui appuie sa démarche sur un fondement rationnel tel les différentes possibilités d'organisation de l'espace (Bernard, 1995).

Son point de vue tend à démontrer que le phénomène de retardement économique de ces pays ne saurait trouver ses explications dans un seul mode d'agencement du milieu tel qu'observé actuellement. Le fait est pourtant évident au sens où la majorité des régions pauvres se regroupent de part et d'autre de l'équateur. Alors se pose-t-on la question à savoir s'il n'existe pas vraiment un lien de cause à effet dans cette constatation.

Bret aborde le problème de la qualité des sols et de la salubrité existant dans les pays tropicaux comme l'un des arguments négatifs avancés pour expliquer le retardement des pays pauvres. Le sol tropical est fragile. L'abondance des pluies provoque un lessivage intense et diminue la potentialité des terres déjà précaires jusqu'à l'érosion même. De plus, la combinaison des fréquentes précipitations et de la chaleur tout au long de l'année favorise l'émergence d'espèces parasitaires dangereuses pour l'homme. L'hiver froid ne prête pas à ce genre de prolifération. Il reste certain que la population atteinte de ces maladies dans ces pays est généralement pauvre. Un cercle vicieux s'y établit si aucune mesure n'est prise pour rompre la chaîne.

L'auteur explore les étapes de la croissance économique développées par Rostow qui croit que la pauvreté est causé par un retard. Il pense que cette théorie est exacte parce qu'elle met en lumière le mécanisme de l'intérêt composé, c'est-à-dire de l'enrichissement cumulatif qui entretient la croissance soutenue par les recherches scientifiques et techniques. Toutefois il reste difficile à prouver selon lui que les pays industrialisés seraient ceux qui ont eu les meilleures connaissances techniques et scientifiques. La révolution industrielle n'est pas le fruit direct du progrès scientifique.

Pour lui, le sous-développement n'est pas un retard, c'est une forme de modernité étant donné que l'histoire des pays sous-développés n'est pas une assimilation à celle des pays développés compte tenu des différences majeures qui les distinguent.

Bret semble ne pas être en accord avec les thèses de facteurs naturels et de retards historiques pour expliquer l'état de sous-développement que connaissent les pays pauvres, il questionne plutôt les effets de domination. En ce sens, il se rapproche du courant marxiste. Selon l'auteur, de nombreux pays aujourd'hui sous-développés ont subi la domination coloniale de même que certains des pays riches. L'inverse est aussi vrai (Philippe, 2008).

Plusieurs cas de figures vérifient cette hypothèse. On trouve des pays pauvres qui sont d'anciennes colonies tel est le cas des dizaines de pays d'Amérique, d'Afrique, d'Asie. D'autres pays pauvres n'ont pas été colonisés: Ethiopie, la Thaïlande, l'Afghanistan, etc. Certains pays riches ont été colonisés: les États-Unis, le Canada, l'Australie. Des pays de niveau moyen sont d'anciens colonisateurs: Espagne, le Portugal. La question maintenant est de savoir si la colonisation a pu toujours enrichir le colonisateur et appauvrir le colonisé? Pour trouver une réponse valable il faut tenir compte, selon l'auteur, des types de colonisations existantes. La distinction est à faire entre la colonisation de peuplement et la colonisation d'exploitation. Dans la société esclavagiste, la demande est inexistante en raison même de l'inégalité économique criante entre la minorité d'exploiteurs et la grande majorité d'exploités incapable de consommer.

La dynamique sociale est donc différente d'un type de colonie à l'autre. Le développement n'est pas un simple phénomène de croissance, c'est un processus d'amélioration durable des conditions de vie de la majorité. L'injustice sociale, ayant atteint son paroxysme, produit le sous-développement d'après l'auteur.

L'auteur⁴ conclut son étude en affirmant que les racines des inégalités des pays se trouvent dans les mécanismes de domination économique et de dépendance. La colonisation d'exploitation a permis de drainer les richesses de la colonie vers la métropole et laissé des séquelles profondes dans les sociétés qui en ont été victimes. Les points de vue sur les causes du sous-développement englobent plusieurs courants d'analyse du Tiers-Monde: les développementalistes, les structuralistes, la théorie néo-marxiste et celle du courant radical.

En raison de ces causes non exhaustives relevées pour expliquer l'état de sous-développement, il en ressort que les pays sous-développés (le Tiers-monde) aient pu faire face à des difficultés que nous essayons d'identifier.

⁴ Bret dans sa théorie du Tiers-Monde, 1995

1.3 Les problèmes des pays sous-développés

Pour énumérer les différents problèmes qui retiennent les pays du Tiers-monde dans le sous-développement nous devons d'abord porter notre attention sur les inconvénients majeurs des pays moins avancés comme l'économique, le social et l'espace physique. Ces obstacles s'opposent à des degrés différents au développement des pays du Tiers-monde.

❖ *Agriculture*

De manière globale, la population de ces pays vit de l'agriculture qui est essentiellement l'activité économique de la cellule familiale, ils produisent des produits agricoles qu'ils consomment entre eux sans penser à la transformation pour leur permettre d'exporter ces produits et donc pour la commercialisation. Ce secteur offre très peu de possibilités d'améliorer les conditions de vie, en tenant compte que la majorité des gens qui s'adonnent à ce genre d'activité ne possèdent qu'un lopin de terre souvent aride, marécageux ou montagneux. La culture ne se fait pas à grande échelle pour être commercialisée rentablement.

Le passage de l'agriculture de subsistance à l'agriculture de marché demande des efforts qu'ils ne sont pas prêts à consentir. Les principales cultures vivrières adaptées à ces pays n'ont pas de rendement optimal. Les résultats de la production sont médiocres aussi bien dans la culture que dans l'élevage. La vie rurale est donc dure. Le milieu est en général rude et ingrat encore...qu'il existe d'importantes différences entre les régions. Il n'est pas difficile de tirer de la terre le minimum vital, mais le plus souvent sa fertilité n'est pas assez manifeste pour encourager l'espoir de promouvoir de grandes réalisations au prix de faibles dépenses.

❖ *Transport*

Dans la plupart des pays sous-développés, les réseaux de communication par routes et chemins de fer sont insuffisants. Les centres principaux de production sont souvent très éloignés des axes routiers, ce qui ne facilite pas l'écoulement des produits locaux. Bon nombre de pays ont eu une voie ferrée pendant la période coloniale, mais après le départ des colons, les infrastructures sont abandonnées et même complètement démolies. Pour d'autres pays, c'est la configuration du territoire montagneux ou désertique qui pose des problèmes à un bon agencement du réseau routier sans négliger les facteurs climatiques qui affectent le transport.

Les facteurs climatiques ne font qu'aggraver le problème. En hiver, de fortes chutes de neige bloquent les routes et endommagent leur revêtement. Au printemps, les eaux provenant des pluies de saison et de la fonte des neiges charrient d'énormes quantités de débris et attaquent toutes les structures construites par l'homme avec une violence que les mots sont impuissants à décrire.

❖ *Ressources humaines*

Les projets industriels connaissent des échecs à cause d'un manque de main d'œuvre qualifiée, de chefs d'entreprise compétents et de l'étroitesse du marché local. L'effort consacré à l'enseignement et à la formation technique mérite d'être augmenté. Cette situation a une influence énorme sur les activités génératrices d'emplois. Comme le souligne le Comité de la planification du développement, «l'insuffisance de centres de formation adéquats de personnel qualifié entrave aussi les efforts du secteur public pour promouvoir le développement sous ses multiples formes. Dans les pays sous-développés des projets bien conçus et l'appareil permettant de les exécuter font le plus souvent défaut». Il devient alors difficile de trouver des capitaux pour financer le démarrage économique.

Pour expliquer le problème des ressources humaines, il ne faut pas sous-estimer la montée démographique. Les peuples Tiers-mondistes sont très prolifiques. La croissance démographique du Sud est un risque majeur pour tout le monde avance *Sylvie Brunef* (Sylvie, 1996). Le taux de natalité est élevé. La population est relativement jeune soit de 15 ans en moyenne. Dans le Tiers-monde, rapporte *Georges Cazes et Jean Domingo* on compte plus d'un milliard de jeunes individus. La faiblesse des moyens de production jointe à ce phénomène peut donner une image assez claire de la situation des pays moins avancés.

❖ *Santé*

Tous les pays sous-développés font face à des problèmes de santé dans la quasi totalité. Les maladies qui sévissent dans ces pays sont dues soit aux bestioles tels que les insectes soit à de mauvaises conditions d'hygiène ou de malnutrition. L'insécurité sanitaire bat son plein. La mortalité infantile et une recrudescence des épidémies sont des signes évidents du manque d'infrastructures sanitaires. Sylvie Brunel affirme que la mauvaise adéquation entre les centres et

les agents de santé dans les milieux ruraux, les conditions d'accouchement et de nutrition, l'inaccès à l'eau potable, l'ignorance et les lacunes en sont les causes.

❖ *Technologies*

Les pays du Tiers-monde sont dépendants des technologies venant des autres pays développés. **Zantman** nous dit que; «Cette dépendance technologique explique une grande part des importations de bien d'équipement. Elle se manifeste par le coût en importation des investissements réalisés au cours des vingt dernières années dans les pays qui ont mené une politique d'industrialisation à marche forcée». Les transferts de technologies sont généralement accompagnés d'effets pervers, l'auteur poursuit en relatant les problèmes que peuvent entraîner les technologies:

- ❖ L'aggravation des difficultés financières des pays du Tier-monde en raison du paiement des redevances;
- ❖ la multiplication des dépenses complémentaires: biens d'équipements, ingénierie et assistance technique, recrutement à l'extérieur d'un encadrement qualifié pendant une durée plus ou moins longue;
- ❖ l'accroissement de la désarticulation du tissu productif, du fait de l'accroissement de l'hétérogénéité technique;
- ❖ l'écart trop grand entre les techniques utilisées et le niveau de qualification moyen empêchant la maîtrise des nouveaux procédés et donc les transferts de technologie.

Ces problèmes sont non seulement lorsque les pays du Sud se sont vu imposés une technologie, mais aussi lorsqu'ils veulent se mettre au pas en achetant de la machinerie moderne pour accélérer leur économie (Alain, 1991).

1. *Financement et dettes*

- Le Tiers-monde est toujours en proie à la recherche de financement externe. L'épargne est tellement insuffisante pour financer les projets et acheter les biens d'équipement importés des pays développés qu'ils sont obligés de faire appel à des capitaux étrangers. Selon *Zantman*, le problème dépasse la seule question des investissements, cette dépendance a deux dimensions:

D'une part, les pays développés détiennent le monopole de biens et services indispensables au développement (biens d'équipement, biens intermédiaires, certaines matières premières, technologies), ou même à la survie (biens alimentaires, remèdes pharmaceutiques) des pays du Tiers-monde.

D'autre part aucune des monnaies du Tiers-monde n'est acceptée comme intermédiaire de transactions internationales. Cette caractéristique n'est certes pas propre aux pays du Tiers-monde, seules quelques monnaies (et en fait essentiellement le dollar) ayant cette vertu, mais les difficultés que rencontrent les pays du Tiers-monde pour se procurer ces monnaies sont incomparablement plus importantes que pour les autres économies (Cozorla & Draï, 1992).

Le Tiers-monde se trouve donc dans une impasse financière qui l'oblige à emprunter. Cette situation aggrave considérablement sa marge de manœuvre et sa capacité à rembourser. Car, il y aura difficulté de synchroniser le Produit Intérieur Brut et la dette. C'est dans cet ordre d'idées que *Mohamed Dioury* montre que l'endettement est un fardeau;

Le PIB constitue en quelque sorte le support de l'endettement. Le sujet de préoccupation pour un pays endetté c'est le fait que sa dette augmente systématiquement plus vite que son PIB. C'est ce que les économistes appellent le fardeau de la dette, dont l'augmentation entraîne des effets négatifs dans l'économie. En effet, une part de plus en plus grande de la richesse produite (PIB) devra être consacrée au remboursement de la dette.

Les problèmes des pays sous-développés, si l'on doit en parler sans fausse modestie, sont relativement graves. En effet, depuis le stade primaire de l'économie, les déficiences sont évidentes. Les infrastructures de développement sont fragiles et précaires. Il est à se demander s'il existe un modèle adéquat de développement pour ces pays parmi les modèles classiques qui ont déjà fait leur preuve.

1.4 MESURE DU SOUS-DÉVELOPPEMENT

1.4.1 La mesure par le PNB/habitant

La Banque mondiale mesure le niveau de développement par un indicateur de richesse, le revenu moyen de la population assimilé au PNB/habitant. Cela lui permet de classer les pays en trois catégories selon leur niveau de richesse (les données sont de 2020).

- *Les pays à revenu faible*: le RNB par habitant est strictement inférieur à 1.035 \$;
- *Les pays à revenu intermédiaire*: dans cette catégorie le RNB par habitant est compris entre 1.036 et 12.535 \$, devant la trop grande hétérogénéité de cette catégorie, la Banque mondiale la structure en deux sous-catégories depuis 1989: *les pays à revenu intermédiaire tranche inférieure* dont le RNB par habitant est compris entre 1.036 et 4.045 \$ et *les pays à revenu intermédiaire tranche supérieure*: le RNB/ habitant se situe entre 4. 046 et 12.535 \$ et
- *Les pays à revenu élevé* dont le RNB est supérieur à 12.535 \$/habitant.

Cette classification rencontre des limites comme l'illustre le fait que les PED sont représentés dans toutes les catégories. En effet, cette classification ne tient pas compte par exemple de la répartition et de l'utilisation des revenus, et n'est donc pas affectée par les inégalités internes des pays. De plus, elle réduit le développement à la seule variable du niveau de vie.

1.4.1 La mesure par les indicateurs de développement

Le niveau de développement d'un pays ne se limite pas seulement à son niveau de richesse économique, le développement ne se réduisant pas à la croissance économique. C'est pourquoi d'autres indicateurs sont souvent utilisés. Ainsi, le taux de mortalité infantile est l'un des plus pertinents puisqu'il est affecté par le niveau d'éducation des femmes d'un pays, le niveau d'exposition aux maladies de la population et le niveau du système de santé (hôpitaux). On considère qu'un pays ayant un taux de mortalité infantile supérieur à 5 % est en sous-développement. Mais cet indicateur est encore trop limité, car il ne prend pas en compte suffisamment de facteurs de développement.

Le PNUD a donc créé en 1990 un indicateur synthétique, l'indicateur de développement humain (IDH). Considérant que le développement traduit l'extension des possibilités humaines, celle-ci

nécessite trois conditions: la possibilité de vivre longtemps et en bonne santé, la possibilité de s'instruire, et enfin les possibilités d'accès aux ressources permettant de vivre dans des bonnes conditions. Pour représenter ces trois dimensions du développement (santé, éducation, niveau de vie), l'IDH synthétise trois indicateurs mesurés de 0 à 1 (plus il est élevé, plus le pays est développé):

- un indicateur de longévité et de santé mesuré par l'espérance de vie à la naissance;
- un indicateur d'instruction mesuré pour deux tiers par le taux d'alphabétisation des adultes et pour un tiers par le taux de scolarisation;
- un indicateur de niveau de vie mesuré par le PNB/habitant en PPA (parité de pouvoir d'achat).

L'IDH synthétise ces trois indices en un seul traduisant le niveau de développement du pays, noté de 0 à 1. Ainsi, en 2021, les pays à développement humain élevé ont un IDH supérieur à 0,850 et les pays à développement humain faible ont un IDH inférieur à 0,600 (voir tableau N°1).

Des différences significatives de classement apparaissent selon que l'on prend en compte le PNB/habitant ou l'IDH, ce qui montre l'intérêt de ce dernier.

Tout comme le PNB/habitant, l'IDH rencontre des limites puisqu'il ne montre pas si le niveau de développement atteint est dû à une aide extérieure ou bien aux progrès réels du pays qui traduisent alors l'effectivité d'un processus durable de développement. De plus, on peut lui reprocher son caractère statique alors que ce qu'il est censé mesurer, le développement reste un phénomène dynamique, l'IDH n'indique pas le niveau des inégalités internes au pays (PNUD, 2021/2022).

Tableau N°1: niveaux de développement humain en 2021

Groupe de pays	Indice de développement humain (IDH)	Espérance de vie à la naissance en années	Durée attendue de scolarisation des enfants en âge d'entrer à l'école en années	Durée moyenne de scolarisation de 25 ans et plus en années	PIB par habitant en dollars en PPA
Europe et Asie centrale	0,796	73	15	11	19 352
Amérique Latine et Caraïbes	0,754	72	15	9	14 521
Asie de l'Est et Pacifique	0,749	76	14	8	15 508
Etats arabes	0,708	71	12	8	13 501
Asie du Sud	0,632	68	12	7	6 481
Afrique subsaharienne	0,547	60	10	6	3 699
Pays au faible développement humain	0,518	61	9	5	3 009
Pays au développement humain très élevé	0,896	79	17	12	43 752
Monde	0,732	71	13	9	16 752

Source: Rapport sur le développement humain 2021, Pnud

2. LE DEVELOPPEMENT

2.1 Définition

Pour définir le développement, on se réfère souvent à la définition devenue classique proposée par l'économiste français *François Perroux* en 1961 qui le définit comme étant la combinaison des changements mentaux et sociaux d'une population qui la rendent apte à faire croître cumulativement et durablement son produit réel et global. Cette définition implique deux faits principaux: si la croissance peut se réaliser sans forcément entraîner le développement (partage très inégalitaire des richesses, captation des fruits de la croissance par une élite au détriment du reste de la population), il y a tout de même une forte interdépendance entre croissance et

développement (le développement est source de croissance et nécessite une accumulation initiale) (Dwight, Steven , & David, 2006).

Enfin, le développement est un processus de long terme, qui a des effets durables. Une période brève de croissance économique ne peut ainsi être assimilée au développement.

On ne doit ne pas confondre croissance économique et développement car le développement englobe des bouleversements plus grands (valeurs et normes sociales, structure sociale, etc.) que le simple processus de croissance économique: le développement est par nature un phénomène qualitatif de transformation sociétale (éducation, santé, libertés civiles et politiques) alors que la croissance économique est seulement un phénomène quantitatif d' accumulation de richesses.

Quatre critères ont été proposés par PNUD pour mesurer le niveau de développement d'un pays:

1. la productivité qui permet d'enclencher un processus d'accumulation;
2. la justice sociale: les richesses doivent être partagées au profit de tous;
3. la durabilité: les générations futures doivent être prises en compte (dimension à long terme du développement) et
4. le développement doit être engendré par la population elle-même et non par une aide extérieure.

2.2 Les modèles de développement

Les causes du sous-développement étant identifiées et les problèmes abordés, il importe maintenant de savoir quel chemin prendre pour amorcer la croissance économique des pays. C'est une tentative pour le moins difficile puisque les cas de sous-développement ne sont pas totalement identiques d'un pays à l'autre. En dépit même des caractéristiques communes aux nations du Tiers-monde, il existe des nuances propres à certains d'entre eux sur lesquelles on doit porter attention. Dans une perspective plutôt générale, *Jacques Brasseul* nous dit: qu'un modèle de développement est conçu pour montrer le processus par lequel une économie croît et se développe. Ce processus est mis en mouvement lorsqu'il existe dans l'économie une différence positive entre la production et les besoins de consommation. On pourrait aussi parler de l'épargne en tant que moteur de développement si elle est utilisée à des fins de réinvestissement (Jacques,

1993).

Devant la plage de modèles et de combinaisons possibles d'approches de développement, nous retiendrons dans notre étude cinq modèles de développement:

1. Modèle libéral;
2. Modèle développementaliste;
3. Modèle structuraliste;
4. Modèle néo-marxiste;
5. Modèle autodéveloppement

Le modèle libéral: L'approche libérale est dominée par trois thèses. Tout d'abord, la théorie de *Adam Smith* dans la richesse des nations, évoque les vertus du libre marché par l'allocation optimale des ressources.

Fondateur de l'école classique d'économie politique, l'économiste anglais *Adam Smith (1723-1790)* est surtout connu pour son ouvrage *Recherches sur la nature et les causes de la richesse des nations (1776)*, dans lequel il soutient que la seule tâche du gouvernement devrait être de maintenir l'ordre et la loi, en limitant au minimum les contraintes légales pesant sur le commerce et les prix. Ses écrits ont exercé une profonde influence sur un nombre de théories économiques postérieures, qu'il s'agisse de celles de David Ricardo ou de Keynes (Thao, 2005).

Smith note de façon générale la richesse d'une nation, le développement d'un pays découle pour l'essentiel de quantité de travail mise en œuvre, mais aussi de la productivité de ce facteur qui serait selon lui, le seul actif productif. Il estime en effet que terre et capital ne sont que des moyens permettant au travail de jouer son rôle, tout en restant improductifs en eux-mêmes. Ainsi, plus les membres d'une société démontreront des compétences diversifiées et à forte productivité, plus le niveau de richesse de la société considérée sera important. De cette analyse, on peut déduire qu'une amélioration tant quantitative que qualitative du facteur travail est un élément essentiel à toute stratégie de développement économique.

Le modèle libéral étant également appuyé par *David Ricardo*, il insiste sur la spécialisation selon la loi des avantages comparatifs avec sa *théorie quantitative de la monnaie*. Le point central de sa thèse est la valeur du travail. Il démontre que: « lorsque les marchandises sont produites dans des conditions techniques de production identiques ou proches leur valeur d'échange est proportionnelle à la quantité de travail incorporé ». Il affirme que le commerce international libre favorise et enrichit les partenaires en présence.

Un autre libéral de taille est Rostow W. qui propose un modèle de développement des économies en cinq étapes universelles de croissance:

1. La société traditionnelle d'agriculteurs, caractérisée par une production basse et stable;
2. L'étape de la révolution scientifique nécessaire au démarrage pour un travail plus efficace et un investissement à long terme dans d'autres activités économiques;
3. L'étape de décollage (take-off) où la loi de l'intérêt composé s'intègre dans l'édifice social. C'est la création de l'industrie de transformation;
4. La marche vers la maturité dans le jeu de l'intérêt composé de l'investissement productif. La production dépasse largement l'augmentation de la population et ayant pour résultat une élévation du niveau de vie;
5. L'ère de consommation de masse caractérisée par une grande consommation des biens durables. A ce moment l'Etat doit intervenir pour assurer le bien-être des citoyens (Rostow, 1970).

Le modèle développementaliste: Cette approche met en opposition les secteurs traditionnel et moderne avec Lewis. C'est le dualisme entre l'urbain et le rural. Ses explications se fondent sur les spécificités structurelles. Toutefois, cette stratégie est transitoire. Elle allie les concepts néoclassique et keynésien dans le but de rendre compte plus exactement de la réalité et de proposer des formes de développement adaptées aux particularités du Tiers-monde. Ainsi, Chenery et Hirschmann privilégient dans leurs travaux l'étude des problèmes d'investissement et d'équilibres intersectoriels d'après Alain Zantman. Ils suggèrent de faire un choix de secteurs à chaque étape de développement et de répartir les revenus sur la consommation, l'épargne et

l'investissement. C'est la recherche d'une stratégie hétérodoxe pour dépasser le cercle vicieux de la pauvreté par une modélisation mono et pluri-sectorielle de l'accumulation du capital.

Le modèle structuraliste: Les théoriciens de ce modèle établissent un fossé énorme entre le développement du centre c'est-à-dire des pays développés et le sous-développement de la périphérie qui soutient le centre par des activités essentiellement primaires. Leur méthode de développement proposée repose sur la substitution des productions locales aux importations afin de rendre autonome la périphérie et une forte intervention publique. Ils évoquent la hiérarchisation des relations économiques internationales entre le centre et la périphérie.

François Perroux suggère des stratégies de développement assez originales quand il soutient que l'effet négatif du pôle dynamique peut devenir positif, si l'on fait porter les efforts d'investissement vers des secteurs à fort effet de diffusion dans le reste de l'économie pour reprendre les mots de Alain Zantman. Il continue en disant que: la croissance est de nature quantitative traduite par l'augmentation d'agrégats tels que le PNB; le développement est une notion qualitative, qui suppose le déploiement de l'activité des hommes par l'échange des biens et services, d'informations et de symboles.

Les solutions préconisées par cette école se trouvent dans la ligne de la théorie de la croissance déséquilibrée c'est-à-dire, que l'investissement doit avoir un effet d'expansion maximale là où les ressources sont rares.

Le modèle néomarxiste

Pour cette école de pensées, dont Samir Amin est un des auteurs, le choix d'un cheminement industriel comme programme de développement n'est pas économique. Il réfute l'industrialisation spontanée qui ne ferait qu'accentuer la dépendance à l'avantage des secteurs productifs des pays industrialisés et par conséquent augmenter l'inégalité. Il y a un choix stratégique à faire dans le plan de développement: soit d'investir dans les biens d'équipement pour une consommation future ou dans l'industrie de biens de consommation pour la consommation présente. Ailleurs, il soutient dans son ouvrage "*La déconnexion*" que: le seul moyen de bloquer cette dynamique inégalitaire, c'est la rupture avec le système et les critères de référence du capitalisme, avec la fausse rationalité du système économique mondial. Ce qui demande qu'il faut se libérer, le plus

possible, des contraintes du marché mondial, pour bâtir un modèle assis sur son propre système de valeurs (Amin, 1986).

Le modèle de l'autodéveloppement: Cette approche reconnaît aux pays moins développés la capacité de prendre en main leur développement tout seul. Selon cette théorie, le développement doit s'appuyer sur les acteurs locaux, le gouvernement, les relations politiques et les solidarités locales. La relance économique doit passer par des actions concertées des administrations locales, des agents de développement comme les organismes non gouvernementaux et par le biais des populations locales. La stratégie tiendra compte de la formation des populations et de l'investissement dans les recherches-actions.

2.3 Les modèles de développement et le Tiers-Monde

Tous ces modèles de développement que nous venons d'explorer renferment chacun une stratégie qui lui est propre. À bien les analyser, ils s'adaptent aussi chacun à un contexte particulier. La plupart d'entre eux ont fait, sans doute, leur preuve dans certains contextes aussi sont considérés comme des avenues possibles de développement. Sachant que la réalité des pays développés est complexe et qu'ils ne sont pas identiques dans leurs besoins de développement, ces modèles de développement, on se demande s'ils conviennent au Tiers-monde.

Du côté du modèle libéral: les stratégies du modèle libéral suggèrent l'ouverture des frontières commerciales et une politique de libre échange sans intervention de l'État. Cette théorie a inspiré les organismes tels que le FMI, l'OMC dans leurs politiques d'ajustement structurel. Ce modèle encourage l'esprit d'entrepreneur, fait appel aux investissements étrangers et favorise les transferts technologiques. Par contre, il maintient les pays qui l'appliquent dans les rouages des transactions internationales. Il n'encadre pas le marché local et creuse le fossé des inégalités sociales.

Le modèle développementaliste quant à lui prône la désarticulation dans le développement, l'intervention de l'Etat pour stimuler les pôles de croissance et la pratique des politiques de filières. Elle encourage l'essor industriel. Par contre, elle décourage le secteur agricole sur lequel la plupart des pays en développement repose leur économie et elle crée de nombreux goulets d'étranglement.

Pour *les structuralistes*: Ce modèle encourage l'essor de certaines filières mais elle freine la productivité des pays de la périphérie et rend difficile le financement des importations d'intrants. En prenant position contre l'échange inégal, il tend à abolir les rapports pays développés-pays sous-développés et abonde dans une logique de croissance égale de tous les secteurs.

Du côté des néomarxistes, ils appuient la nécessité du découplage de l'économie mondiale et développement endogène, encourage la nationalisation des moyens de production donc l'indépendance nationale et souscrit à une planification de développement qui doit passer par une réforme agraire. D'un autre côté, ce modèle tue l'initiative du secteur privé et accroît le retard tout en diminuant la productivité.

Du côté de l'auto développement cette vision de développement encourage la mobilisation des forces vives locales et la prise en charge par les acteurs. Le développement doit s'appuyer sur les ressources réelles des pays. Le problème d'un tel système est que l'économie reste à une petite échelle et ne peut agir sur les dynamiques globales (Anix, 2000).

Sylvie Brunel pense qu'il n'existe pas de recette miracle pour déclencher le décollage économique. L'observation des réussites et des échecs enregistrés en matière de développement dans le Tiers-monde depuis le début des années 1950, montre que les atouts déterminants qui ont toujours été évoqués pour relancer les économies n'ont pas eu de grands résultats. « En 1960, assurent les experts, les 20% de la population mondiale vivant dans les pays les plus riches avaient un revenu 30 fois supérieur à celui des 20 % les plus pauvres. En 1995, leur revenu était 82 fois supérieur. » Sylvie avance que: les seuls pays qui se sont développés sont ceux qui disposaient d'un État non seulement fort, mais inspiré. Dans cette perspective nous pouvons dire que pour atteindre le développement la population d'un pays doit être instruite et avertie tout en prenant comme modèle un pays qui a atteint récemment le développement et avant tout il doit y avoir l'intervention dans l'État dans l'économie pour y arriver.

La littérature sur le sous-développement et le développement a montré que *les modèles classiques* de développement tels que définis par les théories et les concepts, tant nouveaux que anciens, n'ont pas toujours été un circuit capable de suggérer des solutions adéquates aux problèmes des pays sous-développés. A l'exception du modèle de l'auto développement qui sous-

tend vers une voie plus logique et naturelle dans l'indépendance, les autres approches s'éloignent tant soit peu de la réalité que vivent les pays du Sud.

Sachant que nous avons déjà des notions sur le développement et le sous-développement nous pouvons alors avoir l'idée de ce qui constitue le frein au développement de la République Démocratique du Congo.

Chapitre II. LES FACTEURS EXPLICATIFS DU SOUS-DÉVELOPPEMENT DE LA RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO

II.1. Présentation

La RDC a été classée en 2020 par la banque mondiale dans la catégorie des pays à revenu faible, pays dont le revenu national brut (revenu par tête) par habitant est inférieur à 1.035\$.

Au cours de l'année 2023, elle a été classée comme 10^{ème} pays le plus pauvre du monde avec 703\$ de PIB par habitant après le Mozambique qui occupe donc la 9^{ème} place sur le classement de la banque mondiale; se référant à d'autres indicateurs de développement comme par exemple l'indice de développement humain, elle occupe la 179^{ème} place selon le rapport de PNUD sur le développement humain 2021-2022. Un des pays pauvres du monde pourtant un des pays les plus riches du monde en ressources naturelles (PNUD, 2021/2022).

Avec ces indicateurs de développement nous trouvons que la République Démocratique du Congo reste l'un de pays sous-développés de la planète. Aujourd'hui le terme " pays sous-développés" n'est plus beaucoup utilisé, on préfère utilisé le terme " pays en développement ou pays en voie de développement" pour désigner les pays dans la marche de développement bien évidemment et les pays qui sont sous-développés mais on pense qu'il serait mieux de reprendre le terme "pays sous-développés" pour rappeler aux pays pauvres du monde se situant dans la classe des pays à faible revenu qu'ils sont pauvres, ce qui les aidera à se battre pour le développement car montrer à une nation qu'elle suit la bonne voie alors qu'elle est sur la mauvaise c'est l'aider à se perdre en continuant à suivre la mauvaise voie.

Le terme "pays sous-développé et terme pays en développement" ne sont pas le même, les pays à faible revenu devraient être classé comme les pays sous-développés. Un pays sous-développé et un pays en développement pour mieux les expliquer, nous les comparons à 2 personnes, le sous-développé est comparable à une personne qui dort et le pays en développement nous le prenons comme une personne qui est debout, les deux personnes n'étant pas dans la même position, lorsque la personne qui dors sera assise, la personne qui est debout sera déjà en mouvement de marche, lorsque la première qui dormait commencera à marcher la deuxième sera déjà très loin mais celle qui dort peut atteindre celui qui marchait si et seulement si elle se met au marathon, si elle fait beaucoup d'effort pour courir vite, elle pourra l'atteindre et la dépasser donc un pays

sous-développé peut devenir pays développé s'il se rend d'abord compte qu'il n'est pas en voie de développement et qu'il le faut être en voie de développement et utiliser tous les moyens possibles pour se développer.

II.2 Facteurs du sous-développement de la RDC

Le sous-développement pour notre étude est le facteur expliqué. Dans les lignes qui suivent nous allons présenter ses facteurs explicatifs, des facteurs qui l'expliquent.

Il existe plusieurs éléments qui expliquent le sous-développement de la RDC mais pour le cas de notre étude nous donnons les plus principaux.

II.2.1 La colonisation

La colonisation est un facteur expliquant le sous-développement de la RDC en ce sens qu'elle provoque la déstructuration de l'organisation sociale. N'eut-été la colonisation la RDC devrait être peut-être parmi les pays développés du monde car avec les pertes humaines qui ont été très lourdes (traite de noirs), cela a enrayé tout processus de développement économique. L'imposition violente de normes économiques et sociales occidentales (utilisation de la monnaie pour les échanges, remplacement des terres communautaires par des propriétés privées) a déstructuré l'organisation sociale et économique traditionnelle du pays ainsi que sa cohésion sociale. La colonisation a aussi redéfini les frontières, en Afrique en général, rendant parfois impossible l'émergence d'États-nations viables.

Avant l'arrivée des colonisateurs, les peuples congolais comme ceux d'autres pays colonisés du monde étaient autosuffisants au niveau alimentaire mais avec le temps on a découvert qu'il dépendait déjà des pays riches presque sur tous les plans, aujourd'hui, il doit importer des quantités énormes de nourriture pour parvenir à nourrir la population alors que si une fois le pays n'était pas colonisé, ses ressources naturelles comme humaines pillées par les colons devraient jusque maintenant l'aider à stabiliser son économie et à se développer.

Le pays a déjà remboursé 8 fois le montant qu'il devait en début des années 1980... mais à cause des intérêts qui augmentent sans cesse, il doit toujours un montant 4 fois supérieur à leur dette d'il y a 30 ans. En 1960, le pays a accédé à l'indépendance mais comme nombreux pays d'Afrique il dépend des aides des occidentaux qu'il rembourse au fil du temps ce qui est une

forme de colonisation indirecte, une dépendance totale de l'économie du pays et c'est ce qui constitue un frein au développement, ces aides poussent les pays riches à le diriger indirectement, à être sous leurs ordres, des aides qui sont remboursées par des minerais qui devraient apporter un surplus à l'économie du pays et qui continuent à développer ces pays riches qui le classe dans la catégorie des pays à revenu faible. Ces ressources naturelles en échange des aides par les néocolonialisme est remis en cause par des travaux empiriques (*Paul Bairoch cite par (Bernard, 1995)*) qui ont montré que les matières premières qu'ils continuent à tirer en Afrique joue dans la révolution industrielle de leurs pays. Cette colonisation de nos jours, cette dépendance constituant un frein au développement du pays est la pire que celle de l'époque coloniale proprement dite car à l'époque le pays n'avaient pas un grand nombre d'intellectuels qui devraient analyser vite les faits et tirer les pays dans cette sous-traitance.

C'est sûr que nous ne devons pas faire retomber toute la responsabilité du sous-développement sur la colonisation du passé mais sur celle d'aujourd'hui car certains PED n'ont jamais été colonisés comme le Libéria et certains pays développés l'ont été (Canada, Australie). Le poids de la colonisation dans le sous-développement du pays dépend donc surtout de la situation initiale du pays avant qu'il soit colonisé (type de production, structure sociale...).

II.2.2. La mauvaise gouvernance

La mauvaise gouvernance c'est l'une des variables explicatives du sous-développement de la RDC. Elle a une influence positive au sous-développement et donc une influence négative au développement en ce sens que la politique du pays repose sur la cupidité. Comme bien d'autres pays d'Afrique, le gouvernement ne réalise que des décisions prises par la classe politique, qui ne portent pas intérêt au pays et donc qui ne peuvent promouvoir le développement du pays. La politique du pays étant tournée sur les intérêts propres de la classe politique cela amène la population à la souffrance ce qui contribue à des nombreux problèmes comme le chômage, la guerre sans fin au pays. La politique du pays a perdu son sens, tout le monde veut être un homme politique car on a compris que le pays est une entreprise appartenant à la classe politique seulement mais pas au peuple. Aujourd'hui pour avoir un bon emploi il faut être membre de haut niveau dans un parti politique ou regroupement politique de la majorité présidentielle, pour être élu gouverneur dans une province il faut que tu sois dans un parti politique où l'autorité morale

du parti peut intervenir et te faire élire avec ses moyens pour diriger la province comme le cas aujourd'hui dans la province du Sud-Kivu, ce qui occasionne des détournements et dans le but de retourner les moyens utilisés dans la corruption pour se faire élire donc un frein au développement des provinces dont l'ensemble constitue le pays. A part ça, aujourd'hui avec le seuil électoral, cette mauvaise gouvernance doit continuer car on se rend compte que le peuple n'élit plus des députés mais des regroupement politiques. Un député peut être élu au premier rang par le peuple mais il ne sera pas proclamé comme élu si son regroupement politique n'a pas atteint le seuil alors que celui qui a été proclamé mais pas élu massivement ne peut que travailler pour son regroupement politique mais jamais pour le peuple étant donné qu'il n'était pas du tout le choix du peuple. Et celui qui était le choix du peuple, sans force financière après son échec aux élections, il ne trouvera plus le courage de travailler pour l'intérêt du peuple sachant que son travail et ses mérites seront distribués à quelqu'un du regroupement politique des plus forts; à moins qu'à la prochaine il se range dans le regroupement politique des grands () donc dans ce sens il apprendra à travailler pour son regroupement politique sans que la population tire profit de son travail. Ce seuil est en quelque sorte une manière de voler le peuple au profit de la classe politique et/ou des regroupements politique ce qui entraîne une mauvaise gouvernance du pays.

Si la politique était comme d'autres domaines, la République Démocratique du Congo serait si pas développée, elle serait proche du développement. La classe moyenne étant en chômage et ceux qui travaillent ont des salaires insuffisants, ceci réduit le PIB du pays qui est un indicateur de développement. Par exemple si on devrait réduire le salaire d'un sénateur ministre, d'un député qui touche un salaire variant entre 14 milles et 23 milles dollars, la direction nationale de l'INPP (directeur et son adjoint) qui touche aujourd'hui un salaire de 30 milles dollars le mois pour augmenter le salaire de la classe moyenne ça pourrait augmenter la parité du pouvoir d'achat et augmenter le PIB du pays.

Nous nous demandons si ces sénateurs, députés et directeurs des institutions publiques sont nés savants pour mériter ce salaire pour que les enseignants que nous pensons les avoir formés méritent un salaire de 230.000fc aujourd'hui moins de 100\$ par mois, les militaires se chargeant de la sécurité du pays mal payés et la population active rester en chômage sans que ça ne leur

dise que le pays est en sous-développement à cause d'eux car la diminution de leurs salaires et leurs avantages pour l'égalité sociale pourraient contribuer au développement du pays.

II.2.3 La guerre



Image 1 : Photo d'une petite fille du Kivu qui pleure pour sa mère tuée par le M23

La guerre comme la mauvaise gouvernance sont des véritables facteurs du sous-développement d'un pays. Sans la paix on ne peut songer au développement du pays quoiqu'il en soit. D'un sac de braises on ne peut pas s'imaginer y avoir un petit verre de farine blanche: lorsqu'il y a la guerre dans un pays on doit complètement oublier le développement car pendant la guerre il n'y a aucune activité économique qui peut exister sur le territoire en guerre même si la population y

vivant est riche comme la République Démocratique du Congo en ressources naturelles, les mêmes ressources qui sont la cause pour laquelle on la combat.

On se dit le plus souvent que si la guerre de l'Est du pays était à l'Ouest, était dans la capitale Kinshasa, elle aurait déjà pris fin et peut-être le pays serait en marche pour le développement. Avec la guerre il y a des nombreuses pertes de vies humaines ce qui réduit l'espérance de vie des congolais (aujourd'hui l'espérance de vie d'un congolais à l'Est n'est plus à parler, à mesurer car elle est comparable à celle d'un marine à la guerre de Vietnam: les enfants comme les jeunes et les vieux dans chaque minute qui passe ils perdent de vies), freine les infrastructures du pays, diminue le taux de scolarisation car dans une zone de conflit on n'a pas accès à la scolarisation, tout ça conduit au sous-développement du pays étant donné que ça réduit le taux de scolarisation, le taux de mortalité et l'espérance de vie,...

Il faudrait se questionner sur le fait que la majorité des armes utilisées lors des conflits proviennent des pays développés... En outre, plusieurs conflits sont entretenus par les grandes puissances dans le but de défendre leurs propres intérêts stratégiques. Parfois, les pays développés ont « intérêt » à ce que les pays du Sud fassent la guerre.

II.2.4 Le tribalisme

Le tribalisme est un grand obstacle au développement du pays, un facteur du sous-développement en ce sens qu'elle coupe le pont entre les communautés, limite les opportunités entre elles ce qui rend la taille restreinte du marché et réduit les débouchés pour les entrepreneurs et donc les opportunités d'investissement. C'est la plus grande guerre du pays car les peuples ne sont pas unis et une fois non unis ils ne peuvent pas savoir chercher l'ennemi qui leur fait la guerre car eux-mêmes se considèrent comme des ennemis, comme par exemple les carnages de Béni, on pense que c'est un problème de tribalisme.

Un autre exemple c'est celui que le peuple de l'Ouest et surtout celui du grand Kasaï qui considère le peuple de l'Est comme des étrangers, tantôt on les qualifie des Rwandais surtout tantôt des Burundais et oublie qu'une telle qualification donne au Président Rwandais Paul Kagame la raison de croire que la partie Est était un territoire Rwandais comme il l'a toujours souligné alors que l'histoire montre que c'est plutôt certains territoires aujourd'hui Rwandais qui

appartenait au Congo avant l'époque coloniale, une chose que lui aussi connaît très bien. Depuis quand on peut bâtir une nation alors qu'on n'est pas uni? Le tribalisme peut conduire à la balkanisation du pays si on ne tire pas attention. Suite au tribalisme on assiste également à un taux élevé de chômage car avec le tribalisme on ne peut pas accepter d'engager quelqu'un qui n'est pas de sa tribu: un esprit de jalousie qui ne peut pas permettre au pays d'avancer, une mentalité qui retient le pays dans le sous-développement. On est d'une même province mais parce qu'on est pas de la même tribu, de la même ethnique, on ne parle pas la même langue on ne peut pas cohabiter: une grosse erreur, un frein au développement car on ne peut pas faire un marché ensemble. On ne peut pas développer un pays dans le tribalisme, le peuple doit être uni, les différents tribus doivent vivre la solidarité pour bâtir la nation. "La vérité c'est que nous sommes tous apparentés les uns aux autres, le tout est de savoir jusqu'où on doit remonter dans notre arbre généalogique, au plus profond de nous un sang unique coule dans nos veines et si nous sommes tous de la même famille chacun de nous a du sang royal c'est pourquoi chaque enfant doit être traité comme un roi quel que soit son âge".

II.2.5 La non intervention de l'État dans le secteur primaire

Le manque d'intervention de l'Etat dans le secteur primaire retient le pays dans le sous-développement en ce sens que la population du pays est une population pauvre qui demande l'appui du gouvernement pour mieux faire les activités du secteur primaire comme l'agriculture, la pêche et l'élevage qui sont des activités qui contribuent à la lutte contre la famine au pays. Avec ce manque d'intervention l'agriculture n'est pas bien faite au pays, les peuples du pays vivent des produits agricoles provenant de l'étranger qu'ils importent pour combattre la famine alors que le pays est doté d'un sol fertile, cet effet d'importation apporte profit aux pays exportateurs, et suite à ce même facteur on fait recours à des pays riches pour la lutte contre la famine dans le but de demander des aides qui seront remboursées après avec des intérêts inimaginables qui font traîner le pays dans le sous-développement.

Et pour les populations qui œuvrent dans le secteur primaire, ils exportent leurs produits sans une moindre transformation dans des pays voisins et par après ils achètent les mêmes produits à un prix très élevé une fois transformés. Prenons l'exemple de l'arachide produit à Kabondo-Dianda au Kasai, on vend 1 sac de 100kg à 25.000fc aux Angolais qui, par après transforme la même

arachide en huile d'arachide pour vendre 20 litres à 40\$ soit 100.000fc aujourd'hui alors que le sac en question peut produire 1 bidon voire 2, ce qui fait accroître l'économie des pays importateurs et appauvrir les pays exportateurs. Prenons l'exemple aussi du café du Kivu qui est exporté au Rwanda, sans transformation, le Rwanda à son tour nous vend le café transformé pour le thé que nous achetons très cher, les ananas d'Idjwi leur aide à fabriquer du Sirop et il en profite beaucoup.

Avec l'hydrographie de la RDC, le pays peut produire des nombreux tonnes des poissons qui seraient exportés en grande partie à l'étranger et d'autres pour nourrir les habitants du pays et combattre la famine. Il y a des nombreux espaces où on peut faire l'élevage mais la population souffre de la malnutrition parce que l'Etat n'est pas impliqué. C'est dans cetangle d'idée qu'Amartya Sen soutient que les famines ne sont pas dues à un manque absolu de nourriture mais en partie au régime politique en exercice. On pense que si l'Etat intervenait dans ce secteur le pays transformerait beaucoup de produits et les exporterait, ce qui apporterait un surplus à son économie, diminuerait le taux de chômage et qui contribuerait au développement. Avec le manque d'intervention de l'Etat, la famine qui frappe le territoire national, le pays est dans l'obligation d'aller chercher de l'aide à l'étranger pour trouver solution au problème de famine, ce recours à l'étranger alors qu'on a des terres fertiles c'est une contribution au sous-développement du pays et dans ce sens le pays sera comparable à la Cigale qui avait tout le temps pour faire des prévisions pour l'avenir mais qui s'était laissé dans des distractions pour attendre le temps de sécheresse afin de faire recours à la fourmi (pays ayant fait des prévisions pour son avenir) comme l'avait montré Jean de La Fontaine dans son poème.

II.2.6 L'absence d'infrastructures



Image 2: Route reliant le territoire de Shabunda à la ville de Bukavu

Les infrastructures jouent un rôle important pour le développement. Des systèmes de transport aux installations de production d'énergie, en passant par les réseaux d'alimentation en eau et d'assainissement, les services qui permettent à la société de fonctionner et à l'économie de prospérer sont fournis grâce aux infrastructures. C'est pourquoi elles sont au cœur des efforts pour réaliser les objectifs de développement durable. Alors avec l'insuffisance des infrastructures ou leur absence au pays on maintient ce dernier sans le savoir et sans le vouloir dans le sous-développement. Qu'il s'agisse de santé et d'éducation, ou encore d'accès à l'énergie, à l'eau potable et à l'hygiène, la plupart des objectifs de développement durable vont nécessiter des améliorations dans le domaine des infrastructures.

Les infrastructures ne devraient pas être perçues comme des ressources individuelles, par exemple une centrale électrique, un hôpital ou un réseau d'alimentation en eau, mais plutôt comme les pièces d'un système dont les différents éléments, réunis, présentent un potentiel considérable pour renforcer les trois piliers des objectifs de développement durable, à savoir la durabilité économique, environnementale et sociale.

Lorsqu'il est question d'économie, les bénéfices des infrastructures vont de la création d'emplois pour leur construction et leur entretien à la capacité des infrastructures de générer des activités économiques (par exemple un pont qui relie un village à des marchés urbains). En améliorant l'accès des communautés aux villes, à l'éducation et à l'emploi, les infrastructures, notamment de transport et de télécommunications, participent à la réalisation des objectifs économiques nationaux.

En protégeant l'environnement, les infrastructures jouent un rôle essentiel dans la préservation des ressources naturelles et la réduction des effets des changements climatiques. Par exemple, les installations de production d'énergie propre sont fondamentales pour diminuer la dépendance aux combustibles fossiles. En réduisant le nombre de voitures sur les routes, les transports en commun contribuent à la réduction de la pollution et des émissions de gaz à effet de serre.

L'une des missions les plus importantes des infrastructures, celle d'améliorer la résilience, est commun aux trois piliers. D'abord, les infrastructures doivent en elles-mêmes être résistantes aux chocs et aux contraintes. Cette résistance leur permet ainsi d'apporter une contribution essentielle au développement durable et à la résilience de la société en général, en limitant la perturbation des services essentiels fournis grâce aux infrastructures lors de bouleversements et de phénomènes extrêmes. En générant des emplois et des activités économiques, les infrastructures contribuent au développement. Elles permettent également de fournir des services, notamment de transport, avec lesquels les personnes sont économiquement productives. « Le secteur des transports joue un rôle majeur pour favoriser l'accès des communautés à l'emploi », affirme Virginie Marchal ⁵.

Les investissements dans les infrastructures contribuent à enrayer les pertes économiques qui

⁵ The Economist Intelligence Unit Limited 2019 : Le rôle essentiel des infrastructures pour la réalisation des objectifs de développement durable p12

découlent de problèmes tels que les pannes d'électricité ou les embouteillages. Les infrastructures sanitaires jouent aussi un rôle crucial pour assurer une participation égale en matière d'économie et d'éducation. S'il n'y a pas de toilettes ou d'installations sanitaires privées dans les écoles ou sur les lieux de travail, les femmes et les filles sont souvent forcées de rester chez elles pendant leurs règles, voire d'abandonner l'école ou de quitter leur emploi. Le manque d'infrastructures peut en outre mettre les femmes et les filles en danger. « La qualité de l'eau et de l'hygiène a une incidence sur les taux de mortalité maternelle. Et en général, ce sont les filles qui manquent l'école, car elles doivent aller chercher de l'eau », explique Marianne Fay. « Les services ont des conséquences différentes selon le genre⁶. »

Les infrastructures peuvent également accroître la mobilité sociale. Par exemple, l'introduction de l'énergie solaire dans des écoles au Soudan et en Tanzanie a permis de presque doubler le taux de réussite dans les écoles primaires et secondaires, qui est ainsi passé de moins de 50 pour cent à près de 100 pour cent. Les infrastructures vertes possèdent un grand potentiel. La restauration de zones humides et de plaines inondables, l'installation de toitures végétalisées, de jardins de pluie, de parcs dans les villes, ou encore le simple fait d'agrémenter les rues d'arbres et de plantes peut à la fois limiter les effets des changements climatiques et aider la société à s'y adapter. Dans cette optique nous trouvons que le manque d'infrastructures pays est une perte et un frein au sous-développement en ce sens que le pays ne bénéficie pas de ces avantages qu'elles donnent pour l'amélioration des conditions de vie des habitants et sa contribution au développement durable du pays.

Avec le manque ou l'insuffisance des infrastructures routières par exemple les pays est limité dans les échanges commerciaux, les infrastructures routières comme les autres infrastructures ne doivent pas se faire dans les milieux urbains seulement mais sur toute l'étendu du territoire national pour permettre la connexion des milieux ruraux aux villes en cas d'économie. Avec des routes bien construites, routes asphaltées on peut relier différents territoires du pays à des marchés urbains avec la facilité de transport des produits d'une province à une autre, d'un milieu

^{6 6} The Economist Intelligence Unit Limited 2019 : Le rôle essentiel des infrastructures pour la réalisation des objectifs de développement durable p18

rural à un milieu urbain et cela permettra la baisse du prix du produit au pays et empêchera de dépendre des importations ce qui est un surplus à l'économie du pays. Mais sans infrastructures routières qui relient les différents territoires du pays à des villes ou qui relient les différentes villes du pays on engouffre le pays dans le sous-développement car il y aura des nombreux milieux où la monnaie ne circulera pas comme le cas de la zone Dilolo et Mwenditu où jusque maintenant les gens pour acheter des denrées alimentaires ou bien des vêtements ils utilisent des trocs pour avoir ce dont ils ont besoin, cela parce qu'il n'y a pas des routes reliant la zone à des milieux urbains ce qui fait qu'à ce qu'il y manque de marché.

II.2.7 Le chômage

Le chômage c'est un facteur expliquant le sous-développement de la RDC en ce sens qu'elle occupe aujourd'hui un taux de 84% de la population, avec ce taux on trouve que la grande partie de la population Congolaise mène une vie compliquée du fait qu'elle n'a pas de salaire ou bien des revenus leur permettant de pouvoir répondre à leurs besoins, vivre la dépendance, alors que si ce taux de chômage était faible cela entraînerait une augmentation du PIB et du PNB du pays ce qui pourrait contribuer à une bonne vie des citoyens et donc au développement du pays. Nous n'ignorons pas que l'inactivité prolongée et le manque des revenus (chômage) entraînent le plus souvent des comportements répréhensibles chez les jeunes chômeurs comme par exemple la délinquance, les activités criminelles, abus d'alcool et bon nombre intègrent des mouvements de rébellion ou des groupes armés ce qui peut directement avoir des influences au sous-développement du pays.

Le chômage en RDC est en grande partie un chômage involontaire désignant simplement les chômeurs qui accepteraient de travailler au taux de salaire courant mais qui enfin ne trouvent pas où travailler. Le chômage involontaire selon *Jonh Maynard Keynes* est un chômage qui trouve son origine dans l'insuffisance de la demande de biens.

Dans un style, évidemment bien différent, *Vilfredo Pareto (1896, t. 2: 378)* suggère qu'il faudrait estimer le nombre des ouvriers qui chôment involontairement, c'est-à-dire des « ouvriers actifs, intelligents et laborieux qui, par suite d'accidents variés et imprévus, se trouvent momentanément sans ouvrage » et il voit, dans ce type de chômage, un effet des crises économiques.

Beveridge (1909) n'emploie pas l'expression « chômage involontaire » et s'il parle de « l'inactivité involontaire » c'est pour caractériser la situation de l'ensemble des chômeurs. Il souligne d'ailleurs que si un individu est au chômage, c'est généralement pour une multiplicité de causes. Classer les travailleurs selon la raison du chômage qu'ils subissent n'a pas de sens et apparaît même comme impossible. Tout ce que l'on peut faire, c'est distinguer les différentes causes du chômage: le chômage saisonnier, le chômage cyclique et le chômage frictionnel.

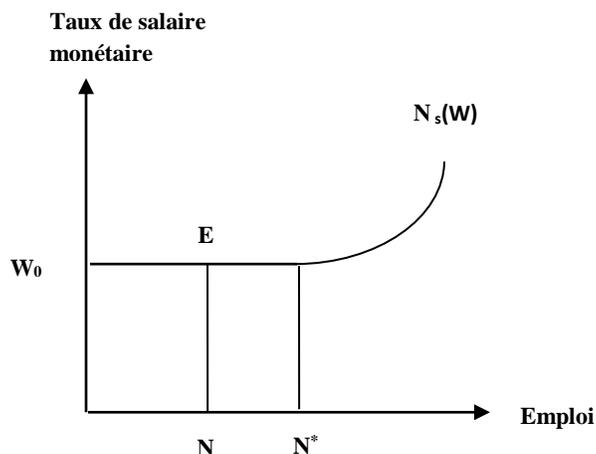
Aujourd'hui ce qui explique ce taux de chômage en RDC c'est l'insuffisance des entreprises où les chômeurs peuvent travailler, le critère d'expérience professionnelle pour les nouveaux diplômés et ceux n'ayant jamais travaillé, le gouvernement congolais ne retraite pas les agents des institutions publiques car parmi eux ont rencontre ceux ayant plus de 45 ans de travail alors qu'un grand nombre des jeunes est en chômage ce qui montre que le slogan "la jeunesse c'est l'avenir de demain " n'a pas de sens au pays car la jeunesse n'a pas sa place. A part ça pour recruter dans des ONG ou dans des institutions publiques on exige le plus souvent que le candidat ait une expérience dans le domaine d'au moins 2 ans alors on se demande comment quelqu'un venant directement de la faculté peut avoir une expérience, les recruteurs oublient que l'expérience mentale est plus importante que l'expérience professionnelle car elle peut s'acquérir au travail, quand on demande le numéro de renseignement, quelqu'un venant juste de finir ses études doit donner le numéro du secrétaire général académique de son université pour prouver qu'il a fini ses études très très bien en cas de contact du numéro pour le renseignement. Pour éviter l'augmentation du taux de chômage les entreprises devraient supprimer les affaires d'expérience (expérience à laquelle ils ne tiennent même pas en considération car avant la publication de l'offre beaucoup d'entreprise savent déjà qui engager) pour permettre à tout le monde de passer son test et trouver un emploi car l'expérience s'acquiert au fil du temps.

L'analyse que Keynes sur le chômage fit l'objet de deux interprétations rivales: celle de Modigliani et celle de Patinkin. La présentation que Modigliani propose de cette question dans sa thèse, puis dans l'article qu'il publia en 1944, est sans doute équivoque. Ce qui, selon lui, caractérise le système keynésien, c'est l'hypothèse que l'offre de travail est « parfaitement élastique au taux de salaire qui, historiquement, prévaut » (Modigliani, 1944). Il ne fait guère de doute que Modigliani considérait que le taux de salaire monétaire n'est pas une variable du

système mais une donnée, une variable exogène, dont la valeur peut résulter de « l'histoire » ou de « la politique économique » ou de l'une et de l'autre à la fois (Béraud, 2008).

Néanmoins, Lange (1945: 6) et Patinkin (1949: 361) considèrent qu'en raisonnant ainsi on considère le chômage involontaire comme une situation d'équilibre obtenue à l'intersection des courbes d'offre et de demande de travail, la courbe d'offre étant cependant supposée, sur un large intervalle, parfaitement élastique vis-à-vis du taux de salaire monétaire. La fonction d'offre de travail aurait une forme spécifique comme sur le graphique ci-dessous où N est l'emploi, W le taux de salaire monétaire et $N_s(W)$ la fonction d'offre de travail. Par hypothèse, la fonction d'offre de travail est horizontale jusqu'à ce que le plein emploi N^* soit atteint. Si le niveau de l'emploi est N , on dit que le chômage est égal à $N^* - N$ puisque $N^* - N$ sont disposés à travailler au taux de salaire courant. Le caractère artificiel de cette définition apparaît, écrit Patinkin (1949: 361), quand, au lieu de considérer une fonction d'offre de travail qui, sur un intervalle, est parfaitement horizontale, on raisonne sur une fonction d'offre légèrement croissante. En fait, pour Patinkin, il n'y a pas de chômage au point E car ce point est sur la fonction d'offre de travail.

Graphique 1: La fonction d'offre de travail de Modigliani vu par Patinkin



II.2.8 La corruption

La corruption est le principal frein au développement économique et social de la République Démocratique du Congo. Elle est aperçue comme un obstacle à la croissance économique

économique, elle nuit à l'état de droit et entraîne un gaspillage des compétences et des précieuses ressources pouvant contribuer au développement du pays car lorsque elle persiste sur le territoire national, les entreprises hésitent d'investir face au coût nettement plus élevé de l'activité économique. Dans un pays corrompu qui possède d'abondantes ressources naturelles comme la RDC, la population bénéficie rarement de ces richesses. La corruption fragilise les structures de sûreté et de sécurité telles que les services de police. Enfin, elle empêche les populations, le pays et les entreprises de réaliser leur potentiel.

Le PNUD estime que, dans les pays en développement, le montant des fonds soustraits de leur destination par la corruption est 10 fois plus élevé que celui de l'aide publique au développement (APD) (Vos, 2011). La corruption ne se limite pas au vol de fonds là où ils sont le plus nécessaires; elle est également la cause d'une gouvernance défailante qui peut à son tour encourager les réseaux criminels organisés et favoriser des infractions telles que la traite d'êtres humains, le trafic d'armes et des migrants, la contrefaçon et le commerce d'espèces menacées d'extinction. Dans cette perspective nous pouvons dire que le sous-développement de la RDC causé en grande partie par la guerre de l'Est peut s'expliquer en grande partie par la corruption car avec la corruption aux frontières du pays surtout, les agents peuvent laisser passer un véhicule transportant des munitions, des rebelles peuvent passer dans des containers sans toutefois les contrôler suite à ces pots-de-vin ou laisser passer des étrangers qui déstabilisent la sécurité du pays.

Dans ce sens, la corruption affecte chacun d'entre nous (même ceux qui la reçoivent) et peut mener à:

- ✓ Moins de respect des droits: la corruption met en péril la démocratie, la gouvernance et les droits de l'homme en affaiblissant les institutions publiques sur lesquelles se fondent les sociétés justes et équitables. L'achat de voix en période électorale compromet le processus démocratique, et la justice est remise en question lorsque des délinquants peuvent acheter leur tranquillité par des pots-de-vin. Les peuples autochtones et les femmes sont particulièrement exposés à la corruption. En raison de leur exclusion géographique et sociale et de l'impossibilité dans laquelle ils se trouvent d'accéder à la

protection juridique dont bénéficient d'autres membres de la société, leurs droits économiques, sociaux et culturels sont menacés par la corruption.

- ✓ Moins de services: la corruption détourne des fonds destinés aux services essentiels que sont notamment les soins de santé, l'éducation, l'accès à l'eau potable, l'assainissement et le logement. La corruption des fonctionnaires constitue une entrave majeure à la capacité du gouvernement à satisfaire les besoins fondamentaux des citoyens. Dans les pays où l'aide internationale est censée améliorer la qualité de vie, la corruption fait barrage aux efforts de la communauté internationale et met en péril de futurs financements.
- ✓ Moins d'emplois: lorsque l'attribution des postes ne relève pas du mérite mais du népotisme, ce sont des perspectives qui se ferment. Pour les pauvres, les femmes et les minorités par exemple, la corruption se traduit souvent par un accès encore plus restreint à l'emploi. En outre, du fait qu'elle décourage les investissements étrangers, elle limite la création d'emplois.

Tout ceci montre comment la corruption est un véritable cancer pour le développement de la République Démocratique du Congo. Dans cette perspective nous pouvons dire que si on trouvait solution à la corruption, au tribalisme, à la guerre,..., la RDC peut en quelque sorte se développer.

Chapitre III SOLUTIONS AU SOUS-DÉVELOPPEMENT DE LA RDC

Pour passer du sous-développement au développement, notre étude montre des stratégies à utiliser pour y parvenir.

III.1 LES STRATÉGIES D'INDUSTRIALISATION

Pour ces stratégies le pays doit faire jouer un rôle primordial à l'État du fait du contexte mondial keynésien qui est l'idéologie triomphante du volontarisme politique qui permettra d'amorcer une industrialisation tardive.

III.1.1 Les fondements des stratégies d'industrialisation

- *Le choix de l'industrie*

Le pays va choisir de privilégier l'industrie au détriment de l'agriculture mais si l'agriculture est la phase la plus simple pour lui permettre de se développer, il choisira l'industrie après avoir essayé avec l'agriculture. Un consensus se met en place pour lier de manière forte développement et industrialisation. En effet, le pays a en mémoire les dégâts provoqués par sa spécialisation exigée lors de la colonisation dans les produits primaires. De plus, le secteur industriel est supposé être facteur d'externalités positives par des effets d'entraînement sur les autres secteurs de l'économie par l'intermédiaire de gains de productivité, d'un accroissement de la qualification de la main-d'œuvre et en suscitant du progrès technique. De l'autre côté, l'agriculture est considérée comme un secteur archaïque, à faible potentiel de productivité, qui se développera grâce aux effets d'entraînement⁷ de l'industrie. On retrouve donc ici l'influence de la thèse dualiste d'Arthur Lewis (Philippe, 2008).

⁷ *L'effet d'entraînement est un mécanisme par lequel la croissance d'un secteur est censée entraîner l'expansion d'autres secteurs de l'économie du fait du poids ou de l'avancée technologique du secteur leader. Cet effet passe par l'apparition d'externalités positives (innovations technologiques qui vont profiter aux techniques de production de l'ensemble de l'économie par exemple.*

- *Croissance équilibrée ou déséquilibrée*

Il faut cependant choisir dans quelles branches de l'industrie investir. Deux thèses s'opposent sur le sujet. Ragnar Nurske et Paul Rosenstein-Rodan considèrent qu'il faut développer une croissance équilibrée, c'est-à-dire répartir les investissements dans toutes les branches industrielles afin d'assurer simultanément une offre et une demande pour éviter tout déséquilibre. Ils s'appuient sur la loi des débouchés de Say, clé de voûte des théories néoclassiques de la croissance.

À l'inverse, Albert Hirschman et François Perroux font pour leur part la promotion de la croissance déséquilibrée: il faut concentrer les investissements dans les secteurs moteurs de l'économie (les « pôles de croissance » de François Perroux) afin de susciter une croissance généralisée par la suite à travers des effets d'entraînement et de liaison. Il ne faut donc pas gaspiller le capital dans des branches qui n'auront pas de retombées positives sur toute l'économie. Ces travaux susciteront les stratégies basées sur le développement de l'industrie lourde.

Si à ce moment les stratégies de développement convergent sur le rôle de l'industrie et de l'État, elles divergent sur celui du commerce international comme nous allons le voir maintenant.

III.1.2 Le développement autocentré

Le premier type de stratégies de développement regroupe des industrialisations basées sur le développement du marché intérieur: c'est le développement autocentré. Elles reflètent un « pessimisme pour les exportations » vécu par le pays à la suite de spécialisations défailtantes (souvent dues à un passé de colonie) et d'une dégradation des termes de l'échange.

- *L'industrialisation par substitution aux importations (ISI)*

Cette stratégie a été mise en œuvre dans les années 1950 dans la majorité des PED, généralisée en Amérique latine mais aussi en Asie (Corée, Philippines...) et en Afrique (Sénégal, Kenya...).

Il s'agit de se libérer de la dépendance au commerce international en substituant progressivement la production nationale aux importations. L'accroissement de la production nationale présuppose une demande interne suffisante pour l'absorber et éviter une crise de surproduction. Cette stratégie nécessite donc la mise en place d'une réforme agraire pour redistribuer les revenus et la

constitution de marchés intégrés régionaux (comme le traité de Montevideo de 1960 instaurant une zone de libre-échange, l'Association latino-américaine de libre commerce). Elle nécessite aussi des politiques protectionnistes et le financement des investissements massifs, provenant souvent de l'extérieur (financement par endettement international). Le développement doit être assuré par une stratégie de remontée de filière qui permet de diversifier la production. Le pays produit d'abord des biens de consommation basiques (biens alimentaires, textile), puis il produit des biens plus élaborés (chimie puis biens industriels, d'équipement...). À terme, cette stratégie d'industrialisation par l'aval doit donc aboutir à une production industrielle diversifiée assise sur un marché intérieur stable (Philippe, 2008).

- ***Les industries industrialisantes***

Une autre voie, suivie en particulier par l'Inde dans les années 1950 et l'Algérie à partir de 1967, est de construire une industrie par l'amont et non par l'aval (comme l'ont réalisé les pays précédents), par une politique volontariste de l'État à travers une planification publique (plans quinquennaux indiens à partir de 1948): c'est *la stratégie des industries industrialisantes*.

Inspirées de l'expérience de l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques et de la thèse de la croissance déséquilibrée de François Perroux (en particulier pour l'Algérie), cette stratégie amène l'État à orienter les investissements à la place du marché (la faible rentabilité initiale de ces investissements découragerait des acteurs privés) dans les secteurs stratégiques pour constituer des pôles industriels de croissance qui, par les effets d'entraînement (industries « industrialisantes »), propageront le développement dans tous les autres secteurs industriels en aval. Ces secteurs privilégiés sont ceux de l'industrie lourde en amont du processus productif qui, en dégagant des gains de productivité, favoriseront la croissance de l'économie tout entière (mécanisation de l'agriculture par exemple...). Le secteur primaire, lui, doit fournir les biens de consommation intermédiaires à l'industrie et des débouchés aux biens d'équipement qui y sont produits.

Ainsi par ailleurs, le pays oriente, par la planification de ses investissements, ses capitaux vers l'industrie de biens d'équipement comme à été le cas de l'Algérie. L'État réunit plusieurs industries en « pôles de croissance » censés générer des synergies et des externalités positive: la

sidérurgie, la chimie, la mécanique,... Pour accélérer l'industrialisation sont importées des technologies modernes des pays développés.

III.1.3 Le développement extraverti

Le développement extraverti est une stratégie d'industrialisation, passant par une participation croissante au commerce international (développement extraverti), suivant en cela les principes de la théorie néoclassique des avantages comparatifs, avec plus ou moins de succès.

- ***L'exportation de produits primaires***

Des PED dotés de ressources naturelles abondantes, comme le pétrole, l'or,... sont ceux qui suivent une stratégie classique de spécialisation dans l'exportation de ces produits primaires : ressources naturelles, produits agricoles, etc. Les ressources financières tirées de ces exportations doivent permettre d'importer des biens d'équipement pour favoriser l'industrialisation du pays. Cette stratégie s'est avérée ruineuse pour nombre de pays spécialisés dans une monoculture, du fait de la dégradation des termes de l'échange, dégradation qui touche aussi les pays exportateurs de pétrole dans les années 1980 à la suite des deux chocs pétroliers des années 1970. De plus, la forte volatilité des cours des produits primaires ainsi que la concurrence et les pratiques protectionnistes des pays du Nord rendent ce processus de développement instable. Beaucoup de ces pays, hormis les pays de l'OPEP, font partie des PMA aujourd'hui du fait de leur spécialisation internationale défailante (Philippe, 2008).

- ***La promotion des exportations (PE)***

Cette stratégie de promotion des exportations, appelée aussi « substitution aux exportations », a été initiée dès les années 1950 par deux pays asiatiques, Hong Kong et Singapour, rejoints dans les années 1960-1970 par la Corée du Sud et Taiwan (ces quatre pays devenant les NPIA: nouveaux pays industrialisés asiatiques ou les « Dragons asiatiques ») et certains pays d'Amérique latine comme le Brésil, le Chili ou le Mexique. Dans les années 1980, d'autres pays asiatiques leur emboîtent le pas: Chine, Malaisie, Thaïlande. Il s'agit de substituer progressivement aux exportations de produits primaires des produits de plus en plus élaborés par la remontée de filières: remplacer les exportations traditionnelles par de nouvelles, plus intensives en capital et à plus forte valeur ajoutée; passer de l'industrie légère à l'industrie lourde,

en intégrant progressivement du progrès technique et en assurant la formation de la main-d'œuvre (Philippe, 2008).

III.2 LE TOURNANT LIBÉRAL DES MODÈLES DE DÉVELOPPEMENT

Le tournant libéral concerne aussi les stratégies de développement. Ces stratégies sont uniformisées selon des normes de développement théorisées par les institutions internationales, FMI et Banque mondiale en tête.

III.2.1 Les origines: la « crise de la dette »

La fin des années 1970 fait apparaître le problème de la dette du tiers-monde. Entre 1968 et 1980, elle est multipliée par 12; le service de la dette (ensemble des dépenses de l'État consacrées au remboursement de la dette, souvent exprimé en % du PIB), pour sa part, double. Cela est dû tout d'abord à la forte demande des PED pour financer leur industrialisation au cours des années 1960 et 1970. L'endettement extérieur est contracté par des agents privés ou publics du pays auprès d'États (dont beaucoup de créanciers sont réunis au sein du Club de Paris, créé en 1956), d'institutions internationales (FMI, Banque mondiale) ou d'organismes de prêts privés (dont plusieurs sont réunis au sein du Club de Londres, créé en 1976). C'est une ressource légitime pour financer un investissement en l'absence d'épargne interne (situation de besoin de financement). Cette dette est utile, en particulier si le rendement de l'investissement excède le montant de l'endettement et si elle finance des projets industriels à forte externalité positive (infrastructures...). Mais une partie de la dette contractée sert aussi à financer des dépenses somptuaires ou peu favorables au développement (phénomène des « cathédrales dans le désert »), ou bien elle pallie l'échec de stratégies de développement peu efficaces ou encore la dégradation du cours des produits primaires pour plusieurs pays africains.

Du côté de l'offre, le recours à l'endettement avait été facilité dans les années 1960-1970 par l'abondance de dollars au niveau mondial, avec des taux d'intérêts réels très bas, voire parfois négatifs, et une abondance de prêteurs. Or, en octobre 1979, intervient le « choc monétariste »: le directeur de la Federal Reserve (la Banque centrale américaine) décide de remonter le taux d'intérêt directeur pour lutter contre l'inflation, ce qui renchérit les remboursements de prêts des PED, la plupart étant contractés à taux variables. Parallèlement, le cours des matières premières plonge, ce qui amenuise les ressources disponibles pour le remboursement.

III.2.2 Les politiques d'ajustement structurel des institutions internationales

Face aux défaillances des PED dans leurs stratégies autonomes de développement révélées par la crise de la dette des années 1980, et pour les aider à surmonter leurs blocages structurels et rembourser leurs dettes, les institutions financières internationales, en premier lieu le FMI et la Banque mondiale, prennent la relève de la CNUCED dans la politique de développement et réagissent en soumettant leurs prêts à des « conditionnalités » : ce sont les « politiques d'ajustement structurel » (PAS). Il est significatif de noter qu'à partir des années 1980, la part des prêts de ces institutions financières internationales va croître de manière très importante dans la dette extérieure totale des PED, au détriment des banques privées.

A l'origine, ces plans sont des mesures conjoncturelles édictées par le FMI pour garantir le remboursement des prêts: c'est la stabilisation. Mais ils vont devenir progressivement un véritable modèle de développement libéral devant s'appliquer à n'importe quelle économie sous-développée, s'opposant en cela aux thèses structuralistes et renouant avec le modèle de Rostow. Les PAS illustrent le changement de rôle des institutions internationales au cours des années 1980: de garantir la stabilité financière mondiale comme il était prévu dans ses statuts de 1944 (« stabilisation »), le FMI se donne alors comme objectif d'assurer la sortie du sous-développement des PED par l'application de mesures structurelles modifiant en profondeur l'organisation économique de ces pays (« ajustement »). Ce corpus théorique est basé sur deux hypothèses fortes:

- ❖ le sous-développement et l'échec des stratégies de développement autocentrées sont causées par une place trop importante de l'État dans l'économie (affectation sous-optimale des ressources du fait de l'absence des mécanismes de marché) et une trop faible ouverture au commerce international. Ces plans vont donc prôner l'adoption de mesures structurelles pour favoriser le développement des économies sous-développées. Ces mesures sont réunies au sein du « consensus de Washington »: expression inventée par l'économiste américain James Williamson pour qualifier l'ensemble des mesures structurelles accompagnant les prêts du FMI et de la Banque mondiale aux pays en développement.

III.3 VERS UN NOUVEAU PARADIGME DU DÉVELOPPEMENT

La remise en cause du paradigme libéral qui fait suite aux échecs des stratégies autocentrées amène à traiter des nouvelles pistes pour les stratégies de développement à venir. Une réflexion profonde est menée, tant en dehors qu'à l'intérieur des institutions internationales chargées du développement (ONU, PNUD, FMI, Banque mondiale), pour repenser le développement (Joaquim & Karen, 2015).

III.3.1 Le rôle des institutions

La grande critique faite à l'ajustement structurel est de ne pas tenir compte des structures internes des PED. Un développement imposé « par le haut » ne serait pas viable. Le nouveau paradigme du développement doit donc être institutionnaliste. Mais deux institutionnalismes sont proposés.

Le premier, d'origine néoclassique, est développé au sein même des institutions internationales à la fin des années 1990. Il s'inspire des travaux de l'économiste américain Douglas North sur l'industrialisation américaine (en particulier son article « Institutions », paru dans le *Journal of Economics Perspectives* en 1991, qui lui a permis d'être lauréat du prix Nobel d'économie en 1993). North y démontre le rôle prédominant des institutions juridiques (formelles et informelles) comme facteur de diminution des coûts de transaction et donc de facilitation des échanges. Le sous-développement serait ainsi dû à l'absence d'institutions pour supporter les PAS. Celles-ci doivent donc s'accompagner de réformes supplémentaires devant faire émerger des institutions sociales facilitant les réformes libérales. C'est ainsi qu'à la fin des années 1990, le « consensus de Washington » va être complété par des nouvelles mesures : instauration d'une gouvernance dans les entreprises, nécessité de lutter contre la corruption et de créer un « filet de sécurité » sous forme d'une sécurité sociale, lutte contre la pauvreté (définie comme objectif commun au FMI et à la Banque mondiale en 1999 : chaque pays objet d'un PAS doit définir localement un « document stratégique de réduction de la pauvreté » (DSRP) qui guidera le plan défini par les institutions internationales).

Mais ces aménagements ne remettent nullement en cause le cadre idéologique des mesures du consensus de Washington. De nouvelles mesures en accentuant le caractère libéral sont même apportées: flexibilisation du marché du travail et respect des principes du commerce international

définis par l'OMC. Les institutions internationales restent donc encore aujourd'hui sur un positionnement ambigu: remise en cause de la forme des PAS, mais sans remise en question du fond.

Une seconde approche institutionnaliste provient des propositions néokeynésiennes de Joseph Stiglitz pour fonder un nouveau modèle de développement, inspiré en partie de ses travaux sur la concurrence imparfaite montrant que les structures de marché peuvent empêcher les mécanismes marchands d'être optimaux (contrats implicites, asymétrie d'information...). Il préconise tout d'abord d'élargir la notion de développement retenue par les institutions internationales à des dimensions non économiques comme l'accès à la culture, la démocratie, l'éducation, la santé et la réduction des inégalités, critères non retenus dans le consensus de Washington et que les mesures libérales qui y sont prescrites peuvent même empêcher (du fait de l'instabilité économique, politique et sociale qu'elles génèrent lors d'applications trop brutales). De plus, s'il ne remet pas en cause l'objectif de lutte contre l'inflation du FMI, il souhaite élargir cet objectif à une régulation globale du système financier pour lutter contre les crises financières que la déréglementation a provoquées (institutions de contrôle, règles de gouvernance financière...). Ensuite, il insiste sur le rôle capital que doit jouer l'État dans le développement: nécessité d'institutions représentatives et participatives (y compris remise en cause de l'indépendance politique des banques centrales), complémentarité avec le marché dans la production des biens publics (remise en cause des privatisations). Enfin, il rejette les hypothèses de l'OMC et des institutions de Bretton Woods sur les avantages mutuels du commerce international (Joaquim & Karen, 2015).

Joseph Stiglitz plaide surtout pour un nouveau modèle de développement qui prend en considération les spécificités locales et qui n'applique pas les mêmes mesures à tous les pays: le développement doit se faire « par le bas » et non être imposé « par le haut ». Il plaide ainsi pour un processus participatif à l'origine de la définition des stratégies de développement.

III.3.2 Un développement des libertés

L'économiste indien Amartya Sen (prix Nobel d'économie en 1998) introduit une dimension philosophique dans la théorie du sous-développement. L'agent économique est aussi une personne morale. Il estime que même si les stratégies de développement assurent la distribution

des biens primaires nécessaires aux besoins essentiels (nourriture, santé, logement...), les capacités des individus à utiliser librement ces ressources sont inégales et non assurées. Par exemple, les ressources alimentaires sont disponibles pour nourrir l'ensemble de la population d'un pays, mais l'absence de libertés publiques peut empêcher une partie de cette population d'y avoir accès.

Dans cet optique, les stratégies de développement doivent non seulement viser la production des revenus et des ressources pour assurer le développement, mais également des « capacités », c'est-à-dire que toute personne doit disposer des capacités à pouvoir mener une vie digne et sensée. Cette vie accomplie nécessite l'assurance de certaines « capacités » fonctionnelles comme pouvoir éviter de mourir de manière précoce, avoir accès à l'éducation secondaire, mais aussi avoir accès à l'étendue des sentiments humains (rire, pleurer...), pouvoir se distraire, etc.

Le développement est donc redéfini comme un processus augmentant la capacité des individus à jouir de libertés: la disponibilité des ressources ne suffit donc pas, il faut aussi assurer la capacité de jouir de ces ressources. Les stratégies de développement doivent s'employer à éliminer les obstacles à cette extension des possibles des individus et aussi ne pas se limiter à de seuls critères quantitatifs de réduction de la pauvreté, de revenu... Les travaux de Sen vont être à l'origine de la création de l'indicateur de développement humain (IDH), à laquelle il a directement contribué. Un des préalables au développement, selon Sen, est la démocratie. C'est la forme de pouvoir politique qui garantit le mieux l'assurance des « capacités ». Les stratégies de développement doivent donc avoir comme socle commun la démocratisation. Pour illustrer cette thèse, Sen prend l'exemple des famines. Il montre que les famines ne sont pas dues à un manque absolu de nourriture mais en partie au régime politique en exercice (Philippe, 2008).

III.3.3 Un nouveau partenariat international

Les stratégies de développement ne peuvent plus être un modèle unique défini par des économistes des grandes institutions internationales et appliqué sans discernement à tous les PED. Un nouveau partenariat international consiste à accroître la participation des PED à la définition des stratégies de développement au sein des grandes institutions et conférences internationales, notamment des Nations unies, dans le cadre du développement durable. Pour ce

faire, deux instruments peuvent favoriser l'émergence de ce partenariat: l'émergence de la notion de bien public mondial et la redéfinition des modalités de l'aide au développement.

La notion de bien public mondial

La première condition à ce nouveau partenariat global est la définition de biens publics mondiaux, c'est-à-dire des biens ou des droits collectifs dont les humains ne peuvent être privés du fait qu'ils couvrent des besoins essentiels. Leur accès doit alors être garanti à tous les habitants de la Terre par les États ou bien les institutions supranationales, dans le cadre d'une régulation internationale de ces droits: santé, éducation, environnement sain, alimentation,...

Il est à savoir que cette régulation mondiale du développement n'en est qu'à ses balbutiements, mais l'enjeu est d'envergure: c'est une approche multilatérale et non plus bilatérale (institution internationale/PED dans le cadre de l'ajustement structurel) qui permettra de sortir les PED de leur sous-développement. Un même processus de sanctuarisation de biens collectifs au niveau international est aujourd'hui à l'œuvre concernant l'environnement, par les normes environnementales définies dans le protocole de Kyoto, lesquelles visent à limiter les émissions de gaz à effet de serre, ou bien encore la culture avec la politique de protection du patrimoine culturel mondial par l'UNESCO.

Ce processus s'inscrit dans le cadre du développement durable dans la perspective de garantir aux générations présentes et futures l'usage de toutes les ressources nécessaires à leur développement.

III.3.4 Solutions relatives aux effets explicatifs du sous-développement de la RDC

Les effets explicatifs étant en quelque sorte des éléments clés montrant ce qui maintient le pays dans le sous-développement, ils peuvent servir à donner la solution à ce sous-développement étant donné qu'ils montrent les causes de ce dernier.

Le développement étant le fruit de changement de mentalité de la population, tout le monde sans exception, enfant et majeure doit être sensibilisé, recevoir des instructions pour afin contribuer au développement du pays car sans instructions, il ne peut jamais y avoir de changement de mentalité conduisant au développement. On ne peut pas quitter le sous-développement en un seul

jour, le développement est un processus de long terme, donc avec le temps on peut y arriver si toute la population y est soumise.

Des ces facteurs clés comme précisé dans le deuxième chapitre qui peuvent aider à atteindre le développement nous avons *une bonne gouvernance*. Aujourd'hui il n'y a pas de bonne gouvernance en République Démocratique du Congo étant donné que la politique a perdu son sens, elle est bien le premier facteur de développement sous l'entremise de la bonne gouvernance mais ce n'est pas le cas au pays. C'est une mascarade pour piller les ressources du pays. C'est cette politique sans conscience qui démit la RDC de ses valeurs aussi bien civiques, financières que patriotiques. Donc pour y arriver, il faut la bonne gouvernance, la classe politique devra se battre pas pour ses propres intérêts mais pour l'intérêt du peuple comme elle fait aussi parti du peuple. Imaginons si le salaire des députés, sénateurs et autre membre de la classe politique diminuait pour accroître celui de la classe moyenne, cela aurait des conséquences positives sur le développement du fait que ça accroîtrait la parité du pouvoir d'achat de la classe moyenne, permettrait cette dernière la satisfaction d'un nombre des besoins, diminuer le chômage, diminuer la guerre au pays vu que parmi ceux qui soutiennent les rebelles il y a ceux ayant comme rêve d'être membres du gouvernement car ils pensent que la richesse pays c'est dans la politique, une fois la bonne gouvernance ils comprendront qu'être dans la classe politique ou pas ça n'a pas de sens comme tous les autres domaines du pays permettent au peuple d'avoir une bonne vie, ceci permettra alors au pays de faire des infrastructures une fois la paix règne sur son territoire.

Pour sortir du sous-développement le peuple du pays doit être uni, éviter la discrimination ethnique, le tribalisme. Le tribalisme c'est un grand problème du sous-développement, lorsqu'il règne au pays, il crée une guerre entre le peuple, le peuple est divisé et ne peut pas résister face à l'ennemi du développement, là où il y a le tribalisme il n'y a pas de méritocratie. Une fois uni, une fois l'amour entre citoyens règne en République Démocratique du Congo, l'absence du tribalisme, le pays pourra avoir une bonne image car il saura choisir des bons dirigeants qui travailleront pour l'intérêt du peuple. Aujourd'hui des nombreux congolais dotés du tribalisme pensent que pour voter utile il faut voter pour ceux de leurs villages, ceux qui parlent même langue qu'eux, ceux de leurs tribus même si ils ne sont pas utiles ni à eux ni au reste du peuple congolais ce qui freine le pays au développement car il y a des gens qui occupent des postes

auxquels ils ne méritaient pas d'être mais suite au tribalisme ils y arrivent. Le tribalisme c'est un virus qu'il faudra éradiquer pour espérer au développement du pays parce que un peuple uni pourra bien se défendre face à l'ennemi en cas de guerre, un peuple uni saura trouver solution à tout problème visant la déstabilisation du pays ce qui lui permettra de maintenir la paix sur le territoire national du fait que la première source de guerre provient du tribalisme. Le tribalisme n'est rien autre qu'une haine et jalousie exagérées des faiblesses qui conduit à la vengeance entre le peuple mais jamais un sentiment pour bâtir une nation.

La République Démocratique du Congo pourra donc quitter le sous-développement lorsqu'elle prendra des mesures pour combattre le tribalisme, le chômage, la corruption qui sont en quelque sorte des facteurs explicatifs de la guerre au pays. Un pays dans lequel il n'y a pas la paix ne peut pas espérer se développer un jour car la guerre étrangle tout processus de développement. Avec l'échec de la mission de la MONUSCO depuis deux décennies déjà, l'échec de l'EAC aujourd'hui en 2023, on pense que continuer à les faire confiance ou à faire recours à une armée étrangère alors qu'elles n'arrivent pas à apporter la paix dans la région c'est contribuer d'avantage à la guerre de l'Est du fait que le peuple pense que ces armées collaborent avec l'ennemi malgré qu'elles reçoivent une somme colossale de la part du gouvernement congolais pour la garantie de la paix au pays. Certains pensent qu'ils vendent même des armes aux ennemis car sans la guerre les armes fabriquées par les pays riches n'ont pas d'importance, et la guerre les maintient au pays du fait qu'elles se disent qu'elles trouveront bientôt solution au problème alors qu'elles sont à la recherche de l'or et de l'ivoire dans la partie Est et ne peuvent pas préférer qu'à ce que la guerre prenne fin car ils ont peur de voir les investisseurs étrangers venir investir à l'Est et que le seul moyen de les empêcher à venir c'est de maintenir la guerre dans la région. Si la somme colossale payée aux nations unies depuis 1999 pour la stabilité de la paix en République Démocratique du Congo, celle donnée à l'EAC était versée dans le trésor public ou bien dans le budget de l'armée il n'y aurait pas de guerre à l'Est du fait que les militaires seraient bien rémunérés et auront le courage de la défense de la patrie, ce qui diminuerait le chômage à l'Est car il y aurait des nombreuses firmes étrangères qui viendraient investir dans l'exploitation des minerais du Kivu, ce qui contribuerait beaucoup à l'économie du pays.

Combattre la famine qui est une arme qui tue beaucoup une nation plus qu'une arme nucléaire devrait être une priorité pour la RDC en investissant dans l'agriculture ce qui pourra permettre de sortir dans le sous-développement. La priorité qu'on accorde à l'agriculture repose sur le principe que les retombées en termes de réduction de la pauvreté sont plus importantes quand la croissance touche le secteur de l'économie plutôt que n'importe quel autre. Le secteur agricole pourrait employer en effet deux tiers de la population active du pays, et il est directement concerné par toute stratégie visant à combattre l'extrême pauvreté. Une concentration des investissements dans ce secteur présente donc l'avantage de soutenir la croissance tout en contribuant à réduire la pauvreté et les inégalités. Pour y arriver cela suppose une démarche de transformation qui suppose de transformer les produits agricoles sur le territoire congolais et d'augmenter la productivité du secteur, ce qui ira à contre-sens des grands systèmes agricoles traditionnels, caractérisés par un faible investissement en capital et une faible productivité.

L'investissement dans l'agriculture est sans doute le meilleur levier pour lutter contre la faim et l'extrême pauvreté, mais aussi pour réduire les inégalités entre les riches et les pauvres, les habitants des villes et ceux des campagnes, les hommes et les femmes, les employés et les chômeurs. Les données montrent que les inégalités en Afrique suivent en grande partie ces lignes de faille et que, dans chaque cas, la majorité des personnes défavorisées sont celles qui, directement ou indirectement, dépendent de l'agriculture pour leurs moyens de subsistance. La priorité d'investir dans l'agriculture en RDC va bien au-delà de la sécurité alimentaire pour les pauvres, car elle vise aussi à développer une agro-industrialisation capable de stimuler la croissance du pays et de poser les fondements d'un développement durable ; en outre, cette approche permet à de nombreuses provinces du pays de se diversifier pour couper leur dépendance vis-à-vis des ressources naturelles, et, ainsi, protéger leurs économies contre les chocs fréquents, et souvent imprévisibles, qui touchent les prix des matières premières.

L'agriculture sans la transformation n'est rien pour l'économie du pays, les produits agricoles devraient être transformés pour permettre leur marché (vente et achat) entre les différentes provinces et les exporter à l'étranger ce qui nécessitera aussi la présence de bonnes routes pour permettre leur acheminement dans les différentes provinces en terme d'échange et qui contribuerait à la lutte contre la famine. Pour réussir cette transformation, d'importants défis doivent être relevés, parmi lesquels on trouvera:

1. la mécanisation et l'amélioration de l'usage d'intrants agricoles modernes comme les fertilisants et les produits agrochimiques par une amélioration de la science et de la technologie;
2. l'amélioration des chaînes de valeurs agricoles et agro-industrielles;
3. l'accès aux financements;
4. l'accès aux marchés et
5. l'inclusion des femmes (Anix, 2000).

Accroître l'attention portée à l'agriculture n'est pas sans risques. Les épisodes météorologiques extrêmes sont aujourd'hui plus fréquents et plus sévères que jamais.

Parmi les exemples encore dans les mémoires, citons la sécheresse prolongée dans certaines régions d'Afrique de l'Est et de la Corne (Éthiopie, Kenya et Tanzanie) en 2011, et la sécheresse au Sahel en 2012, cette même sécheresse peut s'étendre et atteindre la RDC et sans prévention la famine se multipliera comme pas possible. En l'absence de véritables mesures d'adaptation, l'agriculture Congolaise devra probablement relever de graves défis. La RDC devrait donc penser à la transformation de ses produits ce qui permettrait de diminuer ses importations pour privilégier les exportations. Pour la question d'échange international, question de commerce, la RDC privilégierait le protectionnisme pour bannir le libre-échange.

La guerre et la famine restent deux choses principales pour lesquelles la RDC dépense énormément dans le but d'y trouver des solutions. Elle fait recours à des aides militaires mais qui demandent en retour beaucoup de dépenses comme des aides alimentaires aussi mais jamais aucune solution n'a été trouvée, la guerre et la famine restent des éléments catastrophiques qui font chuter l'économie du pays. On pense que comme les aides reçues des nations unies à l'alimentation et à l'armée n'ont pas apporté solution à ces problèmes la RDC pourra appliquer *le principe du porc-épic* pour y arriver, ce qui l'empêchera à continuer de perdre financièrement que humanitairement comme ce sont des aides qui ne contribuent à rien. Devant un obstacle de développement comme la guerre et la famine, le pays pauvre mais riche en ressources naturelles doit étudier comment faire face à cet obstacle lui seul parce que les aides qu'il peut tirer de l'étranger pour l'aider à sortir de l'obstacle en réalité ne le tirent pas ledit obstacle mais ne font

qu'aggraver la situation. **Le porc-épic** devant un grand obstacle ne fait jamais recours à un autre animal: ni à ses frères ni à ses amis pour un secours parce qu'il connaît que rien n'est gratuit au monde, que tout a un prix à payer dans l'avenir. Étant donné que le secours porté par ses amis ou ses frères pourra avoir des conséquences négatives sur sa progéniture, sur sa descendance il accepte de faire combat lui seul dans le calme, il ne montre pas à son agresseur, son côté faible qui est sa tête mais il lui montre toujours son côté fort qui est ses épines ce qui l'amène à gagner son combat et sortir de l'obstacle face à un grand ennemi comme le lion.

La RDC un pays pauvre pourtant riche en ressources naturelles pourra arrêter de vivre des aides, les aides qui ne l'arrangent en rien, des aides stratégiques pour profiter de ses ressources naturelles comme la guerre qui est aussi un plan stratégique des néocolonialismes et du Rwanda pour la bonne exploitation et tirer profit de ses ressources. En cas de guerre elle pourra utiliser sa force militaire, devant la famine elle devra utiliser ce qu'elle a car les aides qui proviennent de l'extérieur sont aujourd'hui le plus grand obstacle qui le maintient dans le sous-développement. Elle doit commencer à investir dans l'agriculture pour trouver comment faire face à la famine, le peu qu'elle aura l'aidera à sauver des vies sans s'endetter, payer ses militaires avec les moyens qu'elle devrait payer aux armées étrangères, ce qui constituera pour elle ses épines pour résister face à l'ennemi et le mettre par terre comme *le porc-épic*, les armées étrangères auxquelles elle fait recours ne font que profiter de ses ressources et soutenir les rebelles pour l'empêcher de se développer, vivre donc la dépendance de pays riches alors que nul n'ignore que la guerre a toujours été à l'origine de la famine du fait que les activités génératrices des revenus dans des zones en conflits armées sont toujours suspendues et paralysées par la guerre.

Conclusion

Cette étude a porté sur les théories explicatives du sous-développement de la RDC. A part l'introduction et la conclusion, elle a été répartie en trois chapitres: son premier porte sur la généralité du développement, chapitre qui a été à son tour réparti en deux sections dont la première explique les notions du sous-développement et la deuxième portant sur le développement donc des notions du développement. Son deuxième chapitre porte sur les effets ou facteurs explicatifs du sous-développement de la République Démocratique du Congo et le dernier a porté sur les solutions au sous-développement de la RDC.

La définition du sous-développement se fait selon deux grands types de pensées explicatives par d'autres courants comme les structuralistes. D'un côté, il y a les économistes de tendance libérale qui l'ont vu comme un retard de développement. Ils appuient leurs thèses sur l'étude de Rostow pour qui, le développement est un processus historique. D'un autre côté, les économistes radicaux, marxistes le considèrent comme étant le résultat d'une dépendance par rapport aux pays développés.

S'agissant des causes du sous-développement, elles sont classées en 2 catégories: les causes économiques et les causes non économiques. Ses principales causes économiques se résument par la pauvreté auto-entretenu, l'inégalité des échanges et l'impérialisme et le retard économique. Quant aux causes non économiques, elles se resument par des facteurs naturels, historiques, politiques, culturels et coloniaux.

La République Démocratique du Congo à été classée en 2020 par la banque mondiale dans la catégorie des pays à revenu faible, pays dont le revenu national brut (revenu par tête) par habitant est inférieur à 1.035\$. Au cours de l'année 2023, elle a été classée comme 10 ème pays le plus pauvre du monde avec 703\$ de PIB par habitant après le Mozambique qui occupe donc la 9ème place sur le classement de la banque mondiale; se référant à d'autres indicateurs de développement comme par exemple l'indice de développement humain, elle occupe la 179 ème place selon le rapport de PNUD sur le développement humain 2021-2022. Un des pays pauvres, pays sous-développés du monde pourtant un des pays les plus riches du monde en ressources naturelles.

Les théories explicatives du sous-développement de la RDC étant le sujet de la présente étude, nos recherches ont montré que le sous-développement du pays est expliqué par plusieurs facteurs entre autre: *la mauvaise gouvernance, le tribalisme, le chômage, la corruption, la guerre, l'insuffisance des infrastructures, la non intervention de l'Etat dans le secteur primaire et la colonisation.*

De ces facteurs, les plus dangereux, qui affectent le sous-développement restent la mauvaise gouvernance, la guerre, le tribalisme et la corruption. La mauvaise gouvernance affecte le sous-développement du pays en ce sens que la politique a perdu son sens, elle se fait pour l'intérêt de la classe politique mais pas pour l'intérêt du peuple. La politique est devenue une activité génératrice de revenus la plus rentable qui procure à la classe politique toutes les richesses du pays pour laisser le peuple dans la souffrance alors que si elle était faite pour l'intérêt du peuple tout le monde y tirerait profit ce qui contribuerait au développement du pays du fait que des nombreux projets seraient faits en faveur du peuple, des infrastructures existeraient, le taux de chômage diminuerait au jour le jour.

Quant à la guerre, elle influe le sous-développement de la République Démocratique du Congo du fait qu'elle éloigne les investissements dans les régions affectées, contribue à la perte des vies humaines et des nombreux matériels qui pourraient relancer le développement et l'économie du pays. Les investisseurs étrangers ne peuvent pas investir dans une zone où il y a la guerre, ce qui maintient un taux élevé du chômage dans les zones affectées, des maladies, la famine du fait qu'aucune activité ne peut bien s'y dérouler et l'absence totale des infrastructures.

Le tribalisme a été vu comme un facteur affectant positivement le sous-développement en ce sens qu'il est une guerre entre les peuples d'un seul pays alors que comme nous l'avons montré précédemment la guerre c'est un principal frein au développement d'un pays. Le tribalisme étant un esprit de haine et jalousie exagérées non pas pour construire une nation mais pour la démolir, il conduit à la corruption et au chômage dans le sens que lors du recrutement des employés, l'employeur tribal ne tiendra jamais des critères pour engager mais voudra engager ceux de sa tribu seulement ou quelqu'un d'autre qui n'est pas de la tribu rivale, engager même un étranger à la place d'un citoyen congolais car chez lui il n'y a pas de méritocratie, il est prêt à la corruption pour montrer sa rivalité envers une autre tribu. Le tribalisme conduit au mauvais choix d'un

leader comme par exemple lors des élections, un peuple tribal fera le choix du candidat par sentiment tribal et non sentiment patriotique, un candidat qui ne sera ni utile pour eux ni utile pour le peuple sont général mais qui se battra pour ses propres intérêts. Avec le tribalisme on ne pense qu'à l'intérêt de son peuple, de son ethnie, de sa tribu ce qui ne fait que maintenir le pays dans le sous-développement alors que si le peuple était uni, solidaire, si on chassait le tribalisme on saurait faire face à n'importe quel ennemi de la nation car on le connaîtra facilement, mais avec le tribalisme au pays on ne sait qui est ennemi et qui ne l'est pas.

Quant à la corruption, c'est un facteur explicatif du sous-développement de la RDC du fait qu'elle est aperçue comme un obstacle à la croissance économique économique, elle nuit à l'état de droit et entraîne un gaspillage des compétences et des précieuses ressources pouvant contribuer au développement du pays car lorsque elle persiste sur le territoire national, les entreprises hésitent d'investir face au coût nettement plus élevé de l'activité économique. Elle fragilise les structures de sûreté et de sécurité telles que les services de police, elle empêche les populations, le pays et les entreprises de réaliser leur potentiel. La corruption ne se limite pas au vol de fonds là où ils sont le plus nécessaires; elle est également la cause d'une gouvernance défailante qui peut à son tour encourager les réseaux criminels organisés et favoriser des infractions telles que la traite d'êtres humains, le trafic d'armes et de migrants, la contrefaçon et le commerce d'espèces menacées d'extinction.

Comme solution au sous-développement le pays doit faire jouer un rôle primordial à l'État du fait du contexte mondial keynésien qui est l'idéologie triomphante du volontarisme politique qui permettra d'amorcer une industrialisation tardive. Avec l'industrialisation on pourra assister facilement à la transformation des produits locaux qui permettrait la multiplication des exportations et donc la diminution des importations ce qui augmentera le PIB du pays et qui contribuera à son développement. A part l'industrialisation, l'agriculture pourra contribuer au développement par son mécanisme de lutte contre la famine et la malnutrition qui sont des en quelque sorte des indicateurs de développement humain. Pour combattre le sous-développement, on doit étudier comment mettre fin à la guerre et à la famine qui sont des facteurs du sous-développement causant de pertes de vies humaines, de ressources et qui affectent négativement l'économie du pays et comme solution, la présente étude suppose qu'avec les aides reçues des

nations unies à l'alimentation et à l'armée n'ont pas apporté solution aux problèmes, la RDC pourra appliquer le *principe du porc-épic* pour y arriver, ce qui l'empêchera à continuer de perdre financièrement que humanitairement étant donné que les aides demandent un remboursement des fonds à un temps donné.

Atteindre le développement demande un temps de travail car c'est un processus de long terme et pour y arriver il faut que le pays soit capable de prendre en main son développement tout seul. Ce développement doit s'appuyer sur les acteurs locaux, le gouvernement, les relations politiques et les solidarités locales. La relance économique doit passer par des actions concertées des administrations locales, des agents de développement comme les organismes non gouvernementaux et par le biais des populations locales. La stratégie tiendra compte de la formation des populations et de l'investissement dans les recherches-actions.

Bibliographie

- Alain, Z. (1991). *Les Tiers-Monde: les stratégies de développement à l'épreuve de faits*. Paris: Hatier.
- Amin, S. (1986). *La déconnexion*. Paris : Laa découverte .
- Anix, D. (2000). *Eléments de réflexion sur l'apport du mouvement coopératif dans la recherche d'une solution au problème du sous-développement des pays du Tiers-monde* . Scherbrooke : Université de Scherbrooke.
- Béraud, A. (2008). *La place de la notion de chômage involontaire dans la théorie Keynesienne de l'emploi* . Cergy: Université de Cergy-Pontoise.
- Bernard, B. (1995). *Le Tiers-Monde, croissance-développement-inégalité*. Marketing.
- Cozorla, A., & Draï, A.-M. (1992). *Sous-développement et Tiers-Mondes: Une approche historique et théorique*. Paris : Vuibert.
- Dwight, H. P., Steven , R., & David, L. (2006). *Economie du développement* . Louvain-la-Neuve: De Boeck.
- Henri Janne, & Al. (1966). *Technique, développement économique et technocratie*. Paris: Presses universitaires de France.
- In-Terre-Actif, L. R. (2011). *Origine du sous-développement: situation d'apprentissage* .
- Jacques, B. (1993). *Introduction à l'économie de développement* . Paris : Armand C.
- Joaquim, O.-M., & Karen, M. (2015). *Vers un nouveau paradigme des stratégies de développement régional dans l'OCDE*. Paris : Révue de l'OFCE.
- Mohamed , O. (2019). *Economie générale et statistique: Economie de croissance* . *Les théories explicatives du sous-développement* . Université Paul-Valéry-Montpellier.
- Mondiale, B. (2020). *Mesure du sous-développement* .
- Philippe, D. (2008). *Analyse économique et historique des sociétés contemporaines: Les stratégies de développement*. Paris: Pearson Education France.
- PNUD. (2021/2022). *Rapport sur le développement humain*.
- Ragnar, N. (1953). *Théorie des cercles vicieux*. Oxford : Oxford university press.
- Rostow, W. W. (1970). *Les étapes de la croissance économique* . Paris : Seuil.
- Sylvie, B. (1996). *Le sud dans l'économie mondiale* . Paris : Presses universitaires de France .

Thao, N. T. (2005). *Relation entre le développement et la croissance économique: cas du Vietnam* . Montréal : Presses universitaires de Canada .

Vos, J. (2011). *Lutte contre la corruption dans le secteur de l'eau : méthodes, outils et bonnes pratiques*. New-York: Pnud.